

# BOSANGI

Numéro 72

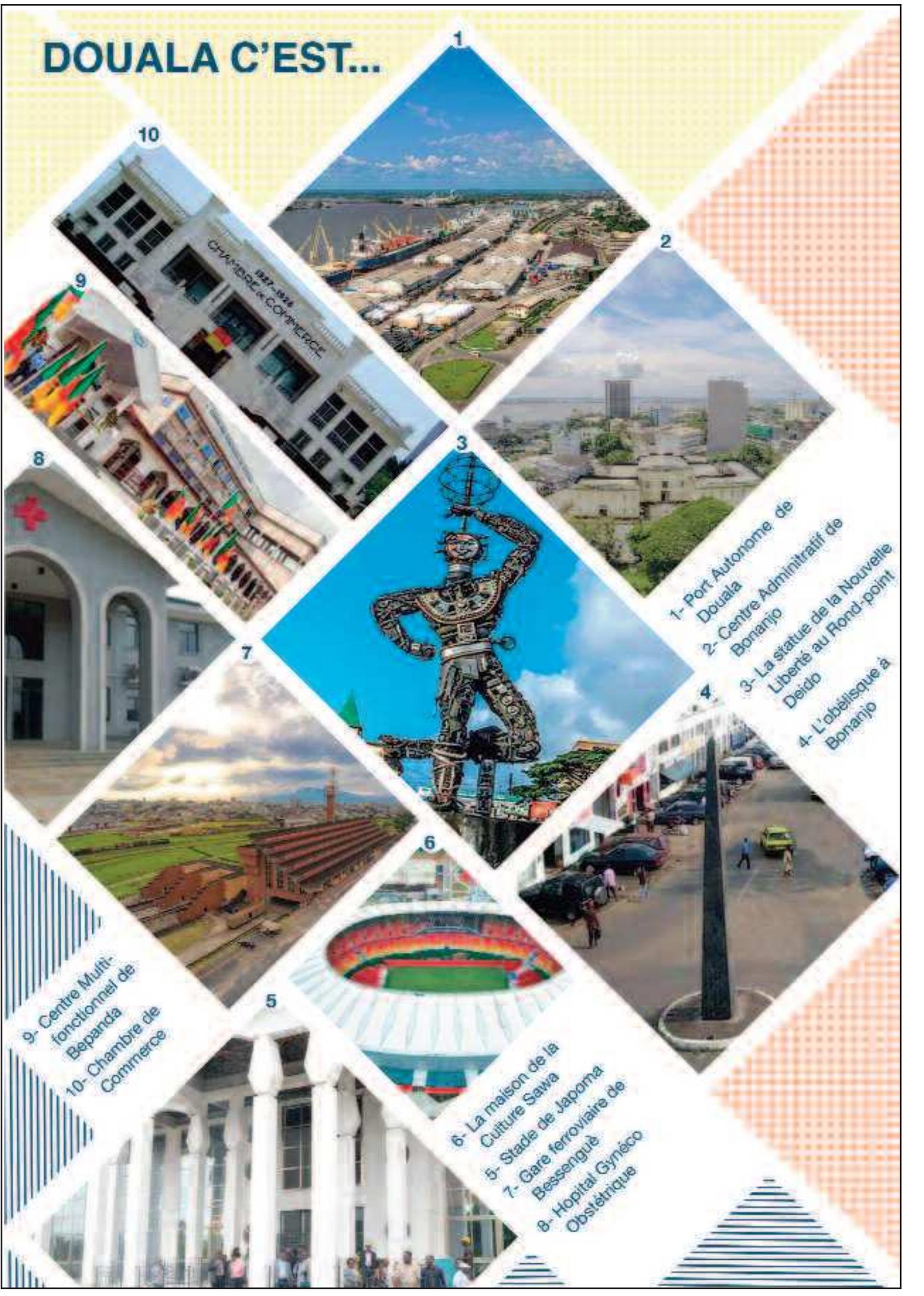
Le Magazine trimestriel de l'environnement Juil. - Août- Sep. 2023

**Crise alimentaire**

## **QUELLES SOLUTIONS POUR L'AFRIQUE ?**

Finance climatique  
**LE CAMEROUN MISE SUR  
LES CRÉDITS CARBONES**

# DOUALA C'EST...

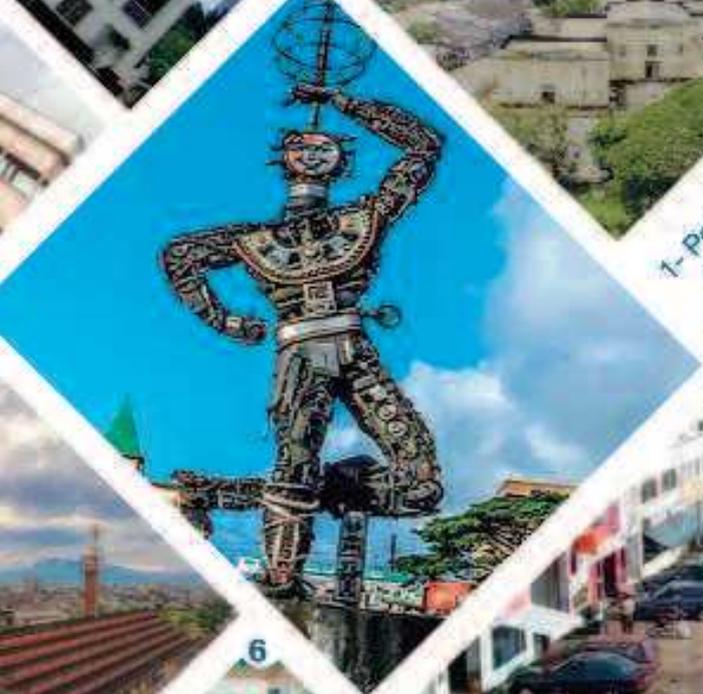


1



2

3

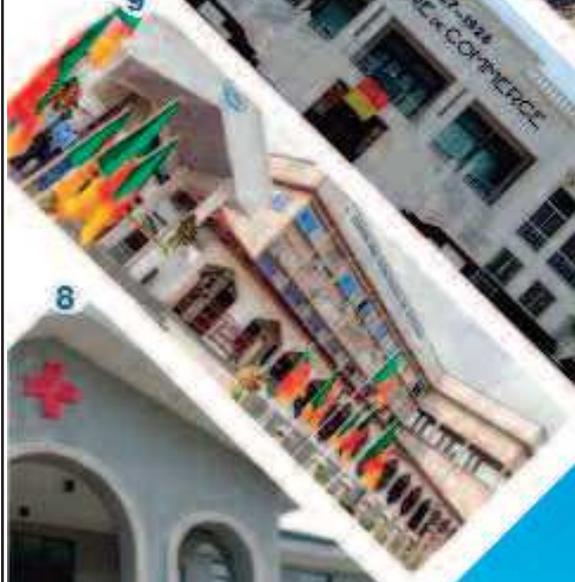


- 1- Port Autonome de Douala
- 2- Centre Administratif de Bonanjo
- 3- La statue de la Nouvelle Liberté au Rond-point Deido
- 4- L'obélisque à Bonanjo

10



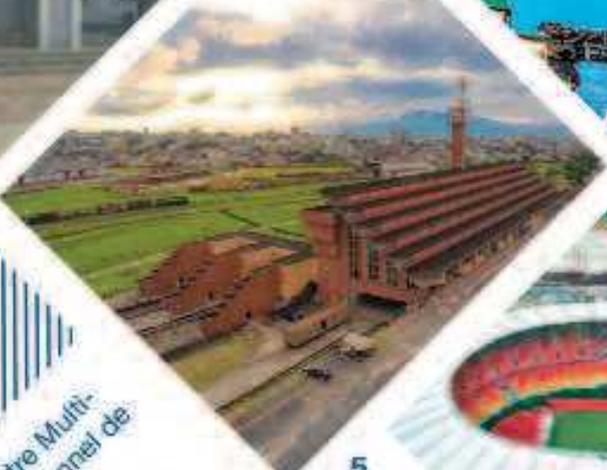
9



8



7



- 9- Centre Multifonctionnel de Bepanda
- 10- Chambre de Commerce

6



- 6- La maison de la Culture Sawa
- 5- Stade de Japoma
- 7- Gare ferroviaire de Bessengué
- 8- Hopital Gynéco-Obstétrique

5



# RELEVER LES DÉFIS DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE!



Par Jean-Pierre Ymele  
Directeur Général de Hysacam

**Les métiers de la propreté, précisément la gestion des déchets ménagers, ouvrent la voie à l'exploration d'un modèle de développement inédit qui repose sur l'exploitation d'une mine d'or...**

L'accélération de la dégradation du climat, les catastrophes qui amoncellent sur la planète, imposent que tous les acteurs se mobilisent au chevet de la Terre malade. Les entrepreneurs, qu'ils soient politiques, économiques ou sociaux, ont plus qu'un devoir de gestion, une obligation d'innovation. Tout doit être aménagé, organisé, pour que les défis de la transition énergétique soient relevés. Le tout premier sommet africain sur le climat qui s'est déroulé à Nairobi au Kenya, au mois de Septembre va ainsi dans le bon sens, car il traduit la prise de conscience des décideurs et leur appropriation des enjeux et des problématiques climatiques.

Les métiers de la propreté, précisément la gestion des déchets ménagers, ouvrent la voie à l'exploration d'un modèle de développement inédit qui repose sur l'exploitation d'une mine d'or: le déchet comme matière première secondaire.

La force de ce modèle doit reposer sur une puissante stratégie alliant le politique, l'économique et le social.

Sur le plan politique, il faut adopter des réglementations qui incitent les industriels à l'utilisation de matières premières secondaires dans la fabrication de nouveaux produits. Les lois nationales des pays les plus évolués en matière de transition énergétique tendent aujourd'hui vers des objectifs de réemploi, de réutilisation et de recyclage de diverses matières de l'ordre de 100%. Dans l'industrie agricole par exemple, certains Etats exigent aux agriculteurs des quotas de sacs de compost et d'engrais biologiques sur tout achat de sacs d'engrais chimiques. De telles dispositions réglementaires pourraient au-

delà de promouvoir une agriculture durable en Afrique, fournir des alternatives endogènes pour la sécurité alimentaire. Notamment dans un contexte de crise d'approvisionnement en engrais lié à la crise en Ukraine.

Sur le plan économique, il convient de mettre sur pied des mesures incitatives d'accompagnement des entreprises dans leurs démarches d'écoconception et de sobriété carbone. Ce qui pourrait impliquer la facilitation des financements ou encore des exonérations fiscales dans les secteurs d'activités à forte valeur ajoutée pour l'environnement. Des systèmes de bonus et de malus selon l'empreinte écologique des entreprises, pourraient également être mis en place sur la base du principe pollueur-payeur.

Sur le plan social, la responsabilisation des citoyens est impérative dans la dynamique de l'économie circulaire. Les villes devraient travailler à harmoniser les schémas et les outils de collecte de base (homogénéisation des couleurs des poubelles dans les ménages) pour faciliter le geste de tri au quotidien. Cette séparation des flux de déchets en amont peut mieux contribuer à la structuration d'un écosystème industriel autour du recyclage. Ce qui aura par ailleurs un effet positif sur la création d'emplois.

En effet, selon une étude de France Stratégie, une tonne de déchets recyclés permet de créer dix fois plus d'emplois qu'une tonne enfouie.

Au final, loin d'être au niveau du zéro carbone, le monde de l'économie et de la politique qui s'est engagé sur la voie de la transition énergétique a encore à faire. Notre crédo ici à Bosangi est de miser sur trois paradigmes gagnants: l'écocitoyenneté, l'économie circulaire et le développement durable.

## Bosangi

### Une publication de Hysacam

B.P. : 781 Yaoundé  
Tél. +237 222 22 13 79  
Fax : +237 222 22 53 44  
B.P. : 1420 Douala.  
Tél. +237 233 37 44 14  
Fax : +237 233 37 47 73

Directeur de publication  
Michel NGAPANOUN

Rédacteur en chef  
Garba AHMADOU

### Secrétaire de rédaction

Gyna ANGOUN  
Ont participé à ce numéro :  
Jean Loïc AMOUGOU, Rita Diba, Boris Ngounou, Jator Njenyu, Eric Vincent FOMO, Leona Nounga, Thierry TENE

### Montage

Marque Plus  
Tél : +237 696 69 84 02  
marqueplus@yahoo.com  
Impression : Print Industry  
Tél : +237 233 42 63 93

# Sommaire

## ► Actualité 6-8



1. Forêts d'Afrique centrale, le plan de Libreville entretient l'espoir  
*par Eric Vincent Fomo*
2. Collecte des ordures ménagères, une activité énergétivore,  
*par Leona NOUNGA*



7

## ► Dossier 9-18

### CRISE ALIMENTAIRE : QUELLES SOLUTIONS POUR L'AFRIQUE ?

Le conflit Russo-ukrainien a fait de l'Afrique une victime collatérale majeure, en portant un sérieux coup à la souveraineté alimentaire du continent. Face à sa forte dépendance aux intrants agricoles importés, et à la crise de l'approvisionnement subie de plein fouet, l'Afrique doit impérativement trouver des solutions

endogènes. Le dossier de BOSANGI s'intéresse aux solutions et aux ressources agricoles alternatives qui pourraient permettre de garantir une meilleure sécurité alimentaire sur le continent.



12

1. Guerre en Ukraine, la faim du monde *par Jean-Loïc Amougou*
2. Afrique : l'insécurité alimentaire demeure d'actualité malgré la baisse des prix des engrais, *par Boris Ngounou*
3. Intrants agricoles importés, les pistes de l'indépendance,  
*par Eric Vincent FOMO*
4. Souveraineté alimentaire de l'Afrique, 30 milliards de dollars pour stimuler la production en Afrique *par Rita DIBA*
5. Food security in africa: current efforts and challenges *par Jator Njenyu*
6. Le compost, une solution pour l'enrichissement des sols  
*par Leona NOUNGA*
7. Production des engrais, le Cameroun s'organise  
*par Jean-Loïc Amougou*



21

Africa will shape the future — not just the future of the African people, but of the world. Rooted in this recognition that Africa is a key geopolitical player, President Biden invited leaders from across the African continent to Washington, DC on December 13-15, 2022 for the U.S.-Africa Leaders' Summit...

## ► Regards 26

Finance climatique, le Cameroun mise sur les crédits carbone *par Eric Vincent Fomo*

## ► Portrait 27

Arlette Soudan-Nonault, une voix pour la justice climatique en faveur de l'Afrique, *par Boris NGOUNOU*

## ► Parole à... 28

LEA DIKOUME FRANCOIS, Secrétaire Général chargé des démarches administratives de l'Association « Makom ma matanda » en français, « Les Amis de la mangrove », *par Rita Diba*



28

LEA DIKOUME FRANCOIS

## ► Evènement 20-22

1. Africa Leaders' Summit, *par Jator Njenyu*
2. Le FRADD-9, pour un accroissement des investissements dans les projets d'énergies propres, *par Boris Ngounou*

## ► Nouvelles d'ailleurs 24-25

Préservation de la biodiversité, le Gabon, champion d'Afrique ! *par XXXXXXXXXXXXX*



Arlette Soudan-Nonault

27

## ► Réflexions 30-31

Climate-fueled Violence and Displacement in the Lake Chad Basin: Focus on Chad and Cameroon *par Jator Njenyu*

## ► Note de lecture 32

Droit à la santé et à la vie, Plaidoyer pour une mine responsable *par Eric Vincent FOMO*

## ► Carte postale 33

Garoua

## ► Forum des lecteurs 34

M. DJABOULE Alain, Cadre à la SODECOTON (Maroua)

UNIR LE MONDE POUR LUTTER  
CONTRE LE CHANGEMENT  
CLIMATIQUE.  
UNITING THE WORLD TO TACKLE  
CLIMATE CHANGE.



## Forêts d'Afrique centrale LE PLAN DE LIBREVILLE ENTRETIENT L'ESPOIR

**Les décisions prises lors du récent One Forest Summit ont insisté sur la vente des crédits carbone. La COMIFAC, elle, veut mettre en place un marché du carbone « premium ».**

*Eric Vincent FOMO*

Face à la menace que font peser les perturbations du climat et l'action humaine sur les trois bassins tropicaux du monde (Amazonie, bassin du Congo et forêt tropicale d'Asie du Sud-Est;NdI), l'heure est à l'action. C'est en ces termes que le président du Gabon, Ali Bongo Ondimba, a clôturé le One Forest Summit, qui s'est tenu du 1<sup>er</sup> au 2<sup>e</sup> mars dernier, à Libreville. L'enjeu de ce cadre de réflexion pensé par le président gabonais et son homologue de la France, Emmanuel Macron, lors de la COP 27 à Sharm-el-Cheikh (Egypte), était de faire progresser l'ambition collective en matière de préservation et de gestion durable des forêts tropicales,

notamment celles d'Afrique centrale. Dans le concret, il était question de trouver des solutions durables pour permettre aux grands pays forestiers de financer leur politique de protection du massif forestier du bassin du Congo.

« Nos forêts sont une solution. Une solution à la double crise du climat, de la biodiversité, deux des principaux enjeux du siècle. En préservant nos forêts, en renforçant nos connaissances à leur sujet, ce sont nos populations, rurales en particulier que nous protégeons.

**Mais aussi l'avenir de nos enfants que nous garantissons », a indiqué Ali Bongo Ondimba.**



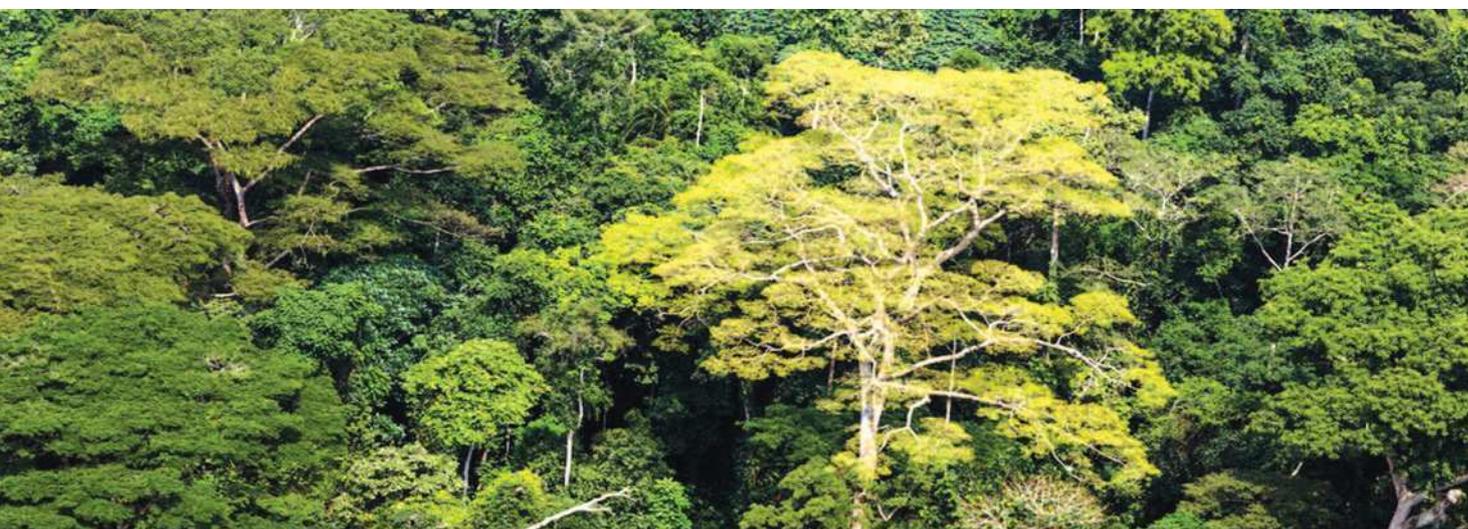
d'Afrique centrale autrement appelée Central African Forest Initiative (CAFI), portée par la Norvège.

Le Gabon est l'un des pionniers en la matière en tant que premier pays africain à être rémunéré pour ses initiatives de protection de la forêt. Le pays, à en croire son ministre des Eaux et Forêts, Lee White, absorbe environ 100 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> net par an et capte trois tonnes de CO<sub>2</sub> chaque seconde. A travers cette opportunité, le pays se positionne sur le marché des crédits carbone souverains à destination d'entreprises privées ou d'autres pays. De son côté, la Commission des forêts d'Afrique centrale (COMIFAC) étudie les moyens de mettre en place un marché du carbone « premium » de haute intégrité et à haute valeur environnementale qui incorpore des co-bénéfices pour la nature et les populations.

Les principales résolutions du Plan de Libreville ont porté entre autres sur la création de 10 millions d'emplois d'ici 2030 grâce à l'exploitation durable des forêts tropicales et un premier budget de 100 millions d'euros (65,5 milliards de Fcfa) pour protéger les réserves les plus vitales de carbone et de biodiversité, à travers les partenariats de conservation positive (PCP).

Dans un contexte où le bassin du Congo capte 11% des financements internationaux pour les forêts, l'intérêt du Plan de Libreville est de financer la préservation des puits de carbone. Le mécanisme voudrait que les pays du Nord qui sont les plus grands émetteurs de CO<sub>2</sub>, puissent financer la préservation des écosystèmes forestiers des pays du Sud, qui assurent un rôle majeur de puits de

carbone. Considéré comme le deuxième poumon forestier du monde (avec 220 millions d'hectares de forêts) après l'Amazonie, le bassin du Congo qui traverse plusieurs pays, dont la République démocratique du Congo, le Congo-Brazzaville et le Gabon, a des arguments à faire valoir. D'ores et déjà, la France compte poursuivre et accélérer son effort, notamment via l'Initiative pour la forêt



*Les forêts du bassin du Congo méritent une protection optimale.*



## Collecte des ordures ménagères

# UNE ACTIVITE ENERGETIVORE

**Les récentes pénuries de carburant sur le continent africain ont été paralysantes pour les secteurs d'activités ayant une forte dépendance énergétique.**

Leona NOUNGA

Au Burundi, au Tchad, en Ethiopie, ou même au Nigéria premier producteur de pétrole d'Afrique, le déséquilibre des flux d'approvisionnement causé par le conflit russo-ukrainien a sevré des chaînes de transport et industrielles de leur premier facteur de production.

La gestion des déchets qui figure parmi les activités industrielles les plus énergétivores sur le continent n'a pas été épargnée.

Au Cameroun par exemple, Hysacam, la principale entreprise de collecte doit mobiliser tous les mois, 1,5 millions de litres de gasoil pour une flotte de 500 camions qui effectuent des rotations sur une distance moyenne de 3 millions de km (soit 75 fois le tour complet de la terre).

Lorsqu'il survient une pénurie de carburant, le service de propreté connaît de fortes perturbations. Les

difficultés d'approvisionnement enregistrées dans le secteur des hydrocarbures au cours des six derniers mois, n'ont pas permis à Hysacam de couvrir les zones de collecte à une fréquence optimale.

A cette difficulté d'approvisionnement, s'est ajoutée récemment, la hausse des prix des carburants dans les pays africains.

Au Nigéria, le prix du gasoil a doublé puis triplé, jusqu'à frôler les 800 nairas. Il en est de même au Cameroun (Augmentation du prix du gasoil de l'ordre de 25%) et au Bénin (Augmentation du prix du gasoil de 550 FCFA à 600 FCFA), deux des pays dans lesquels Hysacam exerce ses activités.

A la suite, des démarches ont été entreprises en synergie avec les pouvoirs publics, pour trouver des solutions pérennes à ces pesanteurs

logistiques.

Dans cette dynamique, le Ministère de l'Eau et de l'Energie du Cameroun a accordé des facilités à l'entreprise afin que sa flotte automobile soit priorisée dans le ravitaillement en carburant à l'échelle nationale.

D'autre part, Hysacam travaille avec le Gouvernement camerounais, pour la révision des prix des prestations de collecte, de transport et de traitement des déchets ménagers. Ceci, pour une prise en compte de cette réévaluation des coûts dans les contrats qui lie les entreprises de gestion des déchets aux Mairies.

Au Benin, le Receveur Général des Douanes a adressé une note circulaire aux concessionnaires de dépôts d'hydrocarbures et aux marketers en vue de la constitution de stocks de réserve.

# DOSSIER

crise alimentaire

## **QUELLES SOLUTIONS POUR L'AFRIQUE ?**

*Le conflit Russo-ukrainien a fait de l'Afrique une victime collatérale majeure, en portant un sérieux coup à la souveraineté alimentaire du continent. Face à sa forte dépendance aux intrants agricoles importés, et à la crise de l'approvisionnement subie de plein fouet, l'Afrique doit impérativement trouver des solutions endogènes. Le dossier de BOSANGI s'intéresse aux solutions et aux ressources agricoles alternatives qui pourraient permettre de garantir une meilleure sécurité alimentaire sur le continent.*

## Guerre en Ukraine

# LA FAIM DU MONDE



**Ce titre emprunté au quotidien français Libération, en dit long sur les menaces fait planer sur la planète cette guerre aux conséquences multiples, parmi lesquelles les pénuries alimentaires. Le continent africain est le plus exposé au spectre de la famine.**

Jean Loïc AMOUGOU

**T**out le monde tire la sonnette d'alarme. La guerre en Ukraine si elle perdure, risque de provoquer une crise alimentaire mondiale.

«La guerre du président Poutine fait peser une pression accrue sur la sécurité alimentaire mondiale», a mis en garde le G7, le Groupe des 7 pays les plus riches de la planète. Emmanuel Macron, le Président français, est plus direct : «Nous sommes en train de rentrer dans une crise alimentaire sans précédent.»

De fait, les Européens sont déjà confrontés à une hausse vertigineuse des prix agricoles mondiaux. Mais les effets seront

autrement plus graves «au Proche et Moyen-Orient, en Afrique [qui] sont, eux, très dépendants pour nourrir leur population de ce qui est aujourd'hui produit en Ukraine et Russie».

Le chef de l'Etat français craint d'ici douze à dix-huit mois «des situations humanitaires gravissimes» et «des conséquences politiques massives»... Antonio Guterres, le Secrétaire Général de l'ONU, ne dit pas autre chose. Il qui a mis en garde, le 14 mars 2023, contre «un ouragan de famines et un effondrement du système alimentaire mondial».

La situation est donc extrêmement grave. Et comme souvent à chaque crise mondiale, c'est l'Afrique va prendre plein la gueule.

Pendant la crise sanitaire mondiale qui payé le prix fort ? L'Afrique. Crise climatique. Qui en est la première victime ? L'Afrique. Crise en Ukraine. C'est encore et toujours l'Afrique qui prend plein pot. C'est dire que ce continent est maudit.

Donc, d'après les prévisionnistes, l'Afrique où la famine était déjà installée, notamment sa partie orientale et dans les zones sahéliennes va être davantage fragilisée. Avec l'affaire ukrainienne, la famine va aller crescendo.

Les experts avertissent que la guerre en Ukraine pourrait accroître la faim et l'insécurité alimentaire pour de nombreux Africains.

La plupart des pays africains importent du blé et de l'huile végétale d'Ukraine et de Russie, une région désormais en proie à un conflit depuis que la Russie a envahi son voisin.

Les familles africaines sont en panique parce que les prix des produits de base augmentent en raison de la sécheresse persistante, de la pandémie de coronavirus et

maintenant du conflit russo-ukrainien. Selon les Nations Unies, la Russie et l'Ukraine produisent 53 % des tournesols et des graines du monde et 27 % du blé mondial.

### Le blé, le nerf de la guerre

Les chiffres de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement montrent que l'Afrique a importé du blé des deux pays pour une valeur de 5,1 milliards de dollars entre 2018 et 2020. L'étude montre qu'au moins 25 pays africains importent un tiers de leur blé de Russie et d'Ukraine, et 15 d'entre eux importent plus de la moitié de ces deux pays.

Le cas du Kenya en est une illustration parlante. C'est l'un des pays africains touchés par la hausse mondiale des prix alimentaires. Le responsable de la recherche sur les politiques et du plaidoyer à l'Association des fabricants du Kenya, Job Wanjohi, affirme que le « coût d'importation du blé dans le pays a augmenté de 33 %. Le coût

du blé par tonne, dont le Kenya dépend fortement de la Russie et de l'Ukraine, a augmenté à 460 dollars la tonne. Avant, il était de 345 dollars la tonne et le coût du débarquement à Nairobi devrait passer de 500 à 550 dollars la tonne. Ainsi, la guerre Ukraine-Russie aggrave la situation, et la sécurité alimentaire dans le pays est en cause ».

Face à la menace de la famine, quelles solutions envisagée ? L'ONG Oxfam ouvre une piste : « Ce dont nous avons besoin, c'est d'investir dans les petits agriculteurs, de les rendre plus résilients, d'apporter une technologie réactive et sensible à leurs besoins uniques. Les petits producteurs alimentaires sont toujours les plus importants, et nos produits agricoles et nos services de vulgarisation, notre investissement dans le budget national n'ont pas été axés sur cela. La souveraineté alimentaire signifie produire autant de nourriture que possible dans le pays, sinon dans le pays du moins dans la région. »



## Afrique

# L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE DEMEURE D'ACTUALITÉ MALGRÉ LA BAISSÉ DES PRIX DES ENGRAIS

*Les prix des engrais connaissent une tendance baissière depuis octobre 2022. Une baisse des prix qui n'a pas amélioré l'accès aux engrais en Afrique. Car le prix moyen de ces intrants nécessaires à des cultures vigoureuses, demeure toujours hors de portée pour la forte majorité des*

*cultivateurs africains. Et selon la Banque mondiale, la situation restera inchangée le long des années 2023 et 2024, laissant le continent à la merci d'une insécurité alimentaire qui touche actuellement 45 pays à travers le monde.*

Boris NGOUNOU

Les prix des engrais se sont assouplis depuis octobre 2022, partant d'environ 900 à 600 dollars la tonne, qu'il s'agisse d'engrais azotés, d'engrais potassiques ou phosphorés. Les prix actuels demeurent historiquement élevés, soit deux fois ce qu'ils étaient en 2019 avant la Covid-19.

Ce niveau, malgré tout élevé du marché des engrais s'explique par les mêmes facteurs à l'origine de sa montée initiale. Outre la mise en place des barrières douanières, imposée par la pandémie de la Covid-19, il y a les ruptures d'approvisionnement dues à la guerre en Ukraine. Cette guerre perturbe les exportations d'engrais en provenance du Bélarus et de la Russie, deux fournisseurs importants de l'Afrique, tandis que d'autres pays exportateurs ont réduit l'offre par le biais de taxes à l'exportation, d'interdictions et d'exigences en matière de licences, en partie pour protéger leurs propres agriculteurs.

C'est le cas de la Chine, dont les exportations de phosphate représentent 30 % du commerce mondial. Le pays a diminué de 50 % ses exportations d'engrais phosphatés au cours des dix premiers mois de 2022, tandis que celles d'urée ont chuté d'environ 60 %.

### L'insécurité alimentaire

Dans de nombreux pays en développement, l'un des principaux



obstacles à la production alimentaire est l'accès aux engrais. Selon les chiffres de l'ONU, plus de 490 millions d'Africains vivaient sous le seuil de pauvreté de 1,90 dollar par habitant par jour. Il devient dès lors difficile de déboursier 600 dollars pour une tonne d'engrais.

« Dans ce contexte, la petite agriculture familiale d'Afrique ne sera pas en mesure de survivre, et encore moins d'être compétitive », ont insisté avec force les dirigeants africains à l'occasion du sommet Afrique États Unis de décembre 2022 à New York. Selon les estimations de la Banque

mondiale, les prix élevés des fertilisants vont entraver les cycles agricoles de 2023 et 2024, accélérant de ce fait l'insécurité alimentaire, une situation qui touche déjà 45 pays à travers le monde.

« Il est urgent d'améliorer l'accessibilité physique et financière des engrais pour éviter de prolonger la crise alimentaire. Des vies et des moyens de subsistance dépendent des choix des responsables politiques » a déclaré David Malpass, le président du Groupe de la Banque mondiale.

## Intrants agricoles imports

# LES PISTES DE L'INDEPENDANCE

**Le continent doit repenser les politiques pour mieux structurer la chaîne qui produit actuellement environ 30 millions de tonnes d'engrais chaque année.**

Eric Vincent FOMO

En novembre 2022, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a expliqué que la facture des importations de denrées alimentaires devait augmenter dans le monde de 10% par rapport à 2021, pour atteindre près de 2000 milliards de dollars. L'une des causes, l'organisme onusien l'attribue à la flambée du prix des intrants agricoles. Sur la même période, la facture mondiale des importations des intrants agricoles, notamment les engrais, devrait atteindre cette année 424 milliards de dollars, soit une hausse de 48% par rapport à 2021. La flambée des coûts du gaz et des engrais azotés, dont la Russie était le premier exportateur mondial, y est pour beaucoup. Une flambée consécutive à la hausse des coûts de l'énergie et des engrais importés qui impacte les factures d'importation et met à rude épreuve les comptes courants des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur.

Au cours d'une série de discussions engagées avec plusieurs dirigeants africains à Washington en décembre 2022, le président du groupe de la Banque mondiale, David R. Malpass, déclarait que les prix des engrais ont triplé depuis le début de 2020 et restent volatiles. Ce qui prive de nombreux petits agriculteurs d'un approvisionnement stable. Lors de la



réunion de l'Alliance for Food Sovereignty in Africa (AFSA) organisée fin janvier dernier à Dakar au Sénégal par la Banque africaine de développement (BAD), sur le thème « Nourrir l'Afrique : souveraineté et résilience alimentaires », les participants ont remis en cause la pensée coloniale relative à l'utilisation des intrants agricoles importés entre autres pour augmenter la production des cultures de base.

La Banque mondiale propose une transformation du marché des engrais pour faire face à la crise alimentaire en Afrique. Etant donné que le continent produit chaque année environ 30 millions de tonnes d'engrais, soit deux fois plus que ce qu'il consomme, l'institution de Bretton Woods est favorable à la levée des obstacles commerciaux et logistiques internes. Les nations africaines doivent se concerter pour réparer le système lié aux frais de transport maritime et aux coûts portuaires, aux circuits de

distribution et à la disponibilité de l'information, etc.

Parmi les pistes à explorer, il y a également le nouveau guichet « chocs alimentaires » du Fonds monétaire international. Il s'agit d'un instrument destiné aux pays ayant des besoins urgents de financement de leur balance des paiements liés à l'alimentation et aux engrais. Des mesures endogènes sont aussi envisageables comme le développement d'un marché des engrais, à travers l'accompagnement du secteur privé. Le programme a permis au Kenya d'augmenter la productivité de plus de 50%, de diversifier les cultures et de renforcer les capacités du secteur privé. Le chantier de la production et de l'utilisation rationnelle des fertilisants verts n'est pas en reste, avec par exemple la technologie de production de l'ammoniac nécessaire à la fabrication des engrais azotés avec des énergies renouvelables.

# Souveraineté alimentaire de l'Afrique

## 30 MILLIARDS DE DOLLARS POUR STIMULER LA PRODUCTION EN AFRIQUE

Rita DIBA

**C'est l'objectif de mobilisation des partenaires au développement au sortir du Sommet Dakar II co-organisé du 25 au 27 janvier 2023 par le Sénégal et la Banque Africaine de développement (BAD).**

**30** milliards de dollars. C'est l'un des chiffres forts du deuxième sommet de Dakar sur la souveraineté alimentaire et la résilience (Dakar II) du 25 au 27 janvier 2023 au Sénégal. L'évènement co-organisé par l'Etat sénégalais et la Banque Africaine de Développement (BAD) était présidé par son S.E Macky Sall, Président de la République du Sénégal. Le sommet a vu la participation notamment de 34 chefs d'Etat et de gouvernement, de dirigeants du secteur privé, de représentants d'organisations multilatérales et d'ONG, ainsi que de scientifiques et de chercheurs réunis au Centre international de conférence Abdou Diouf de Diamniadio.

Au terme de trois jours de réflexion à plancher sur le thème « Nourrir l'Afrique : souveraineté alimentaire et résilience », les parties prenantes ont pris plusieurs engagements parmi lesquels justement celui d'investir 30 milliards de dollars afin de stimuler la production alimentaire en Afrique. La BAD prévoit de contribuer à hauteur de 10 milliards de dollars sur cinq ans, tandis que la Banque islamique de développement projette d'injecter 5 milliards de dollars pour appuyer les efforts du Continent. Cette résolution découle directement du contexte d'organisation de Dakar II.

En effet, selon Akinwumi Adesina, président de la Banque africaine de développement, « si des progrès ont été enregistrés ces derniers temps, avec une croissance du secteur agricole dans plusieurs pays, le continent reste trop dépendant des importations alimentaires. L'Afrique importe plus de 100 millions de tonnes

de denrées alimentaires aujourd'hui, d'une valeur de 75 milliards de dollars par an. Aujourd'hui, plus de 283 millions de personnes en Afrique souffrent de la faim au quotidien. »

Cette situation est un paradoxe parce que, comme l'ont noté les chefs d'Etat dans la déclaration finale, « l'Afrique abrite environ 65% des terres arables non cultivées restantes dans le monde et elle a le potentiel de produire suffisamment pour se nourrir elle-même et contribuer à nourrir le reste du monde ».

Dans un environnement influencé par diverses crises économiques, sécuritaires et climatiques, Dakar II avait cinq grands objectifs : Susciter un engagement politique fort autour de la production, des marchés et du commerce pour mettre en place des pactes de livraison de produits alimentaires et agricoles pour les Etats ; renforcer la sécurité alimentaire des Etats à travers la mobilisation et l'alignement des ressources gouvernementales, celles des partenaires au développement et le financement du secteur privé autour des pactes de livraison de produits alimentaires et agricoles ; partager des expériences réussies sur l'alimentation et l'agriculture en Afrique pour intensifier le soutien à l'agriculture ; réfléchir aux moyens d'augmenter la résilience des systèmes agricoles et la productivité agricole grâce à l'utilisation de technologies innovantes et adaptées au climat, la recherche et des services de conseil ; mettre en place des infrastructures et une logistique en mesure de soutenir la transformation agro-industrielle afin de créer des

marchés et des chaînes de valeur alimentaires et agricoles compétitives.

Selon le Président Macky Sall, « la priorité accordée à l'agriculture et à la sécurité alimentaire est devenue aujourd'hui une urgence de première nécessité, alors que les Etats subissent de plein fouet l'effet combiné du changement climatique, de la pandémie de Covid 19 et d'une guerre majeure en Ukraine ». Le sommet a donc été sanctionné par une déclaration engageant les chefs d'Etat, de Gouvernement et autres parties prenantes à veiller à la mise en œuvre effective des Pactes nationaux pour l'alimentation et l'agriculture. C'était aussi l'occasion pour les chefs d'Etat présents d'insister sur l'importance de mieux coordonner les différentes initiatives en direction du continent avec les quatre piliers du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique.

Ces piliers sont : Valoriser davantage la recherche, améliorer la mécanisation agricole et la maîtrise de l'eau, et intensifier l'utilisation de méthodes et technologies appropriées, y compris la transformation locale des produits ; élargir les superficies exploitées et assurer une gestion durable des terres ; améliorer l'accès des produits aux marchés, en renforçant les infrastructures de désenclavement et d'interconnexion transfrontalière, ainsi que les équipements de stockage, de conservation et de transformation locale ; soutenir les petits exploitants, notamment les femmes et les jeunes par un encadrement et des financements adaptés à leurs besoins.

# FOOD SECURITY IN AFRICA: CURRENT EFFORTS AND CHALLENGES

JATOR NJENYU

Africa's food systems are at a crossroad. Several challenges and exogenous shocks including extreme weather events and climate change, recurrent outbreaks of pests and diseases, limited availability and adoption of yield-increasing technologies have exposed fragilities of Africa's food systems, undermining the ability to meet the food demand of a burgeoning population. More recently, the COVID-19 pandemic and the war in Ukraine have disrupted the supply chain for agricultural inputs, fuel, and food. The state of food security in the continent is worsening, with over 20 percent of the continent's population (roughly 257 million people) undernourished. 1 Africa bears the heaviest burden of malnutrition, 2 while the African Union's Comprehensive African Agriculture Development Programme (CAADP) Biennial Review report (2019-2021) further reveals that Africa is not on track to meet its goal of ending hunger by 2025. In 2022, over 20 million people and at least 10 million children faced severe food shortage in Africa due to crop failure and four consecutive dry seasons. East Africa alone lost close to 2 million livestock in a year due to recurrent drought and low response capacity. Moreover, projections by the United Nations Economic Commission for Africa point to Africa's annual food imports increasing significantly; by a factor of seven from \$15 billion in 2018 to \$110 billion by 2025, and by a factor of three from the current \$43 billion.

Current efforts by AGRA and other African-led institutions Given these worrying food security trends, Africa's food systems must become more resilient and guarantee access to healthy and affordable diets for all. Tested systemic models have demonstrated that agriculture transformation is possible in input and output market systems, and that it can be scaled across the continent. Besides engaging in immediate recovery efforts, such as our \$11 million investments to tackle the impacts of the COVID-19 pandemic, the Alliance for Green

Revolution in Africa (AGRA) has supported African countries to build capacities for the design of agricultural sector strategies and evidence-based policy reforms. At a country level, AGRA has made significant strides in helping resource national agriculture programs, working closely with ministries of agriculture to design 11 flagship programs.

## Some of the early dividends of this work include:

- Enhanced capacity of African governments to design and implement policies, and hence respond to emergent agricultural and food systems challenges. AGRA recognizes that "business as usual" is no longer sustainable and has therefore developed a program called "sustainable farming" to ensure that farmers concomitantly achieve three major livelihood objectives, namely: Food security, protecting ecosystem services, and resilience to climate and other shocks. It employs context-specific farming system solutions with emphasis on improving water and nutrient efficiency of crops, replenishing over extracted nutrients through application of judicious amounts of fertilizer, and diversifying the farming systems with climate resilient crops and management practices.
- To improve climate resilience, AGRA invested in the development of African scientists and African research institutions. AGRA has thus far trained more than 500 national research system breeders at PhD and MSc level, to create local capacity of genetic development.
- Responding to the climate risks, Africa has capacity to breed and release varieties of crop that are climate adaptive; early maturing, and drought tolerant like cassava, maize, rice, groundnuts, cowpeas, high iron beans, and b-carotene rich sweet potato that can be scaled.
- Recognizing the dysfunctional extension system in Africa, the introduction of private-sector led village-based agricultural advisors' engagement has helped to reduce post-harvest losses by about 30 percent in countries such as Mali,

Mozambique, and Nigeria.

- Together with the Common Market for Eastern and Southern Africa (COMESA), AGRA is building the Regional Food Balance Sheet (RFBS) to address the dearth of reliable, timely, and accurate data and guide food and nutrition related decision making in Africa.
- Together with the Economic Community of West African States (ECOWAS) Commission and other partners, AGRA has established the ECOWAS Rice Observatory (ERO) with respective national chapters, where rice-related matters of trade policy, market development, and farmer support will be discussed, and solutions identified.
- Within the Southern African Development Community (SADC) region, AGRA has established Chinyanja Triangle Soybean Trade initiative and linked a total of 22,179 smallholder farmers to regional trade markets, supplying over 7,070 million metric tons (MT) of soybeans valued at more than \$4 million unlocking trade financing valued at \$2.5 million which will support aggregators to source soybeans from smallholder farmers at competitive prices.

## Critical next steps

Beyond this progress, strategic and urgent measures are still needed to enhance the resilience of Africa's food systems and bolster the ability to deliver on food security and nutrition objectives. Some of these actions include:

- Accelerating the adoption and implementation of the African Continental Free Trade Area (AfCFTA) in order to avert food supply disruptions, as experienced during the pandemic.
- Providing an enabling policy environment for the financial sector to supply more business and financial tools to Agri-SMEs.
- Supporting the establishment of Strategic Grain Reserves (SGRs) as a buffer against unexpected exogenous shocks. Social Protection Programs are also priorities and should be implemented with clear graduation targets for the

beneficiaries.

- Moving towards sustainable farming: Although Africa owns about 60 percent of the world's potential land for agricultural expansion, 7 by 2050, about 45 percent of the additional food should come from sustainable intensification (i.e., producing more food and fiber per unit of land and water).
- African food systems should be diversified, moving from the major global commodities: Rice, wheat, and maize; and more investment must be made towards African indigenous and resilient crops including sorghum, millets, teff, and cassava.
- Increasing investments in market infrastructure and other incentive mechanisms to support African farmers to adopt climate smart policies, technologies, and practices, including afforestation and rehabilitation of degraded lands, wetlands, and protected areas to enhance carbon sequestration and reduce carbon losses.
- Investment in irrigation infrastructure is critical. Rainfed food production sits at the center of 70 percent of Africa's livelihoods. This heavy reliance on rainfed systems exposes farmers to recurrent drought and other extreme events, hence water-centered adaptation must be a priority for Africa.
- Increased availability of clean and renewable energy for rural Africa, the absence of which is currently contributing hugely to deforestation and climate change exposure.
- Institutional capacity: Africa's level of exposure and vulnerability is connected to its low institutional capacity and governance systems. We need to ensure that national systems have the capacity to convert climate policies and commitments into action.
- Early warning systems and associated climate advisories that are demand-driven and context specific, combined with climate change literacy and awareness, can help make the difference between coping and informed adaptation responses.

Many African children still suffer deprivations of basic nutrition. Africa's dependence on imports for seed, fertilizer, and some cereals has meant that global trade disruptions have exacerbated the threat of food insecurity and malnutrition. In the average African country, 28 percent of children under five have their height stunted by poor nutrition, while 14 percent are severely underweight. Anemia and lack of vitamin A supplementation, an important protection against all-cause mortality, is also widespread in the continent. Early warning systems and associated climate advisories that are

demand-driven and context specific, combined with climate change literacy and awareness, can help make the difference between coping and informed adaptation responses.

Africa's dependence on imports for seed, fertilizer, and some cereals has meant that global trade disruptions have exacerbated the threat of food insecurity and malnutrition.

In the average African country, 28 percent of children under five have their height stunted by poor nutrition, while 14 percent are severely underweight. Anemia and lack of

vitamin A supplementation, an important protection against all-cause mortality, is also widespread in the continent. The potential for commodity price shocks and economic disruptions remains high. Although food prices have fallen from their peak earlier in 2022, market volatility remains significantly elevated, underscoring the risk of further spikes in commodity market prices and the potential for future economic disruptions.

### Securing Africa's food sovereignty

The war in Ukraine laid bare a vexing and persistent structural vulnerability in most African countries.<sup>1</sup> The continent, with 60 percent of the world's unused arable land, cannot feed itself because of low yields, poor farm management practices, and distortions in agricultural markets. Consequently, the continent is overly dependent on food and fertilizer imports to feed its people. Africa's farmers find it increasingly difficult to enhance productivity, create jobs, and boost wealth in the agricultural sector.

The Ukraine crisis should be a wake-up call. African countries must embrace a food systems approach to scale-up food production, overhaul farm management practices, and improve food marketing to move beyond food security and attain food sovereignty.

This will not only ensure the availability of affordable food, but it will

also help countries attain a number of the Sustainable Development Goals (SDGs), including: SDG 2 zero hunger, SDG 3 good health and wellbeing, SDG 5 gender equality, SDG 8 decent work and economic growth, and SDG 10 reduced inequalities.

The 27th Conference of the Parties to the United Nations Framework Convention on Climate Change (COP27) highlighted the challenges Africa continues to face with regards to tackling the effects of climate change. While we are buoyed by the groundbreaking decision to establish a loss and damage fund, the failure to reach

global consensus on tangible action that will reduce emissions reminds us of the difficult road ahead.

Without this thorny issue being resolved, our efforts to attain food sovereignty will remain stymied. Food sovereignty speaks to the ability of a country to feed itself. In Africa, this must involve increasing production and ensuring that farming systems are more resilient to price and environmental shocks. The 2006 Abuja Declaration of African agriculture ministers called for an increase in Africa's average fertilizer application rates from 20 kg/ha to 50 kg/ha to boost production. Africa's average application rates are still at 2006 levels, while the global average is slightly over 130 kg/ha.<sup>6</sup> While it is evident that fertilizers are not the proverbial silver bullet, it is clear that better farming practices could be a crucial first step in Africa's journey towards food sovereignty. Recent UNDP research suggests that meeting the 2006 Abuja target could more than double Africa's food production in a couple of years.

In order to accomplish this, Africa does not need to be overly dependent on fertilizer imports from Ukraine and Russia. The continent produces sufficient potash and ammoniates sustain a thriving fertilizer industry. In addition, existing fertilizer blending facilities (in 19 African countries) and manufacturing plants (in 10 African countries) operate well below capacity.

## CONCLUSION

Africa has a long history of food dependency, a legacy of food-aid policies and low domestic productive capacity.<sup>12</sup> As a result, much of its food is imported, implying that any major global shock can lead to severe trade disruptions, increased hunger, and pass-through inflation, eroding both household and public budgets. Africa's food sovereignty pathway involves enhancing agricultural productivity by improving farm management techniques.

UNDP analysis shows that Africa could easily produce the fertilizer inputs it needs, and that meeting the 2006 Abuja Declaration targets would boost food supply, while positively impacting the SDGs. Ensuring Africa's food sovereignty—implying increased availability and affordability—is key to the continent's own economic sovereignty, sustainable development, and achieving the SDGs.

# Le compost

## UNE SOLUTION POUR L'ENRICHISSEMENT DES SOLS

*Les solutions en faveur d'une sécurité alimentaire en Afrique ne peuvent plus être pensées en marge des grands défis environnementaux de notre siècle.*

Leona Nounga

C'est un impératif qui n'a pas manqué d'être souligné par le Secrétaire Général des Nations Unies, Antonio Guterres à travers la proposition d'une transition vers des systèmes alimentaires qui ont des impacts positifs nets sur la nutrition, l'environnement et les moyens de subsistance.

Dans cet ordre d'idée, le compostage des déchets organiques figure en bonne place parmi les solutions endogènes à privilégier par les Etats africains pour réduire la dépendance à l'égard des engrais chimiques, pour créer de la richesse mais également pour contribuer à la lutte contre les impacts environnementaux.

Ceci, au vu du gisement que représentent les déchets organiques qui constituent plus de 60% de la composition des déchets produits par les ménages africains. Les villes africaines produisent de plus en plus de produits résiduels organiques issus des industries agroalimentaires et plusieurs systèmes de production agricole bénéficient de la proximité des marchés et des espaces d'élevage.

Selon le PNUE, les pertes et les déchets alimentaires génèrent 8 à 10% des émissions de gaz à effet de serre qui pourraient être réduites par la pratique du compostage.

De plus, le compost est une véritable manne nutritive pour une pléthore d'éléments de notre écosystème : il enrichit la terre; nourrit la vie du sol en favorisant une structure qui permette de retenir l'eau et les substances nutritives, prévenant ainsi l'érosion des sols ; il nourrit les plantes cultivées en optimisant leur capacité de résistance aux maladies et aux parasites.

Le compostage apparaît par ailleurs comme une réponse adéquate à la problématique de la gestion des



déchets urbains solides au sein des décharges africaines qui sont en général saturées et responsables de plusieurs types de pollution (eau, air, sols).

En plus de cet apport écologique, le compostage présente un enjeu économique non négligeable pour un continent africain en quête de nouveaux modèles de développement.

Il s'agit notamment de l'amélioration durable de la production agricole. Des cas d'expérimentation de techniques de compostage dans plusieurs pays africains ont pu mettre en évidence des résultats prometteurs.

Au Burkina FASO par exemple, l'apport de composts de déchets urbains testés sur des cultures de sorgho a augmenté les rendements de 51 à 130% au cours de deux années culturales.

Au Sénégal, une expérimentation réalisée en 2010 sur la culture de tomate a révélé que par rapport à un témoin sans organique, le rendement en tomate avait doublé à la suite d'un apport organique.

Au niveau du Cameroun,

l'expérimentation du compostage par l'entreprise Hysacam, dans des villes agricoles à l'instar de Sangmelima et d'Ebolowa a contribué à une agriculture biologique (Exploitation du compost dans des plantations de laitue et d'ananas) et à l'aménagement d'espaces verts.

Sur le plan des incidences économiques de l'activité de compostage on peut également évoquer la réduction des coûts de gestion des déchets pour les villes. Une étude réalisée par la Commission Européenne a pu démontrer notamment qu'en coût de fonctionnement, la collecte séparée des bio déchets, suivie d'un compostage coûte entre 35 et 75 euros par tonne tandis que la mise en décharge et l'incinération de déchets mixtes reviennent respectivement à 55 et 90 euros par tonne.

En explorant les possibilités offertes par le compostage dans le développement d'une agriculture durable, l'Afrique pourrait donc améliorer son niveau de suffisance alimentaire et mieux juguler la sévère inflation en cours.



## Production des engrais

# LE CAMEROUN S'ORGANISE

**La guerre en Ukraine et la pandémie du Covid 19 ont entraîné une raréfaction et une hausse générale des prix des engrais. Face à cette situation, le gouvernement camerounais a entrepris de réduire la dépendance vis-à-vis de la Russie et de l'Ukraine qui sont ses principaux fournisseurs pour encourager la production locale.**

Jean Loïc AMOUGOU

L'Institut National de la Statistique (INS) a mis en 2022 en lumière la décroissance de l'agriculture vivrière au Cameroun. Les indicateurs sont assez édifiants. En effet elle a « connu une baisse de 0,4 point, passant de 2,5% à fin mars 2021 à 2,1% sur la même période en 2022 » D'après l'INS cette performance baissière est « tributaire de la disponibilité des engrais, dont les prix sont en forte augmentation sur le marché, en lien avec la guerre entre la Russie et l'Ukraine ». Cette situation est due en grande partie à la hausse des prix des engrais consécutive à la guerre en Ukraine. D'autres facteurs perturbent le secteur de l'agriculture vivrière. Les coûts du fret maritime qui ont grimpé du fait du Covid 19 deviennent prohibitifs pour les importateurs d'engrais et d'autres intrants.

De plus, l'augmentation du prix du gaz « qui à lui tout seul, compte pour 80% du coût de production des engrais azotés » n'arrange pas les choses. Investir au Cameroun, un média en ligne spécialisé, explique que « les engrais représentent 17% des importations du Cameroun depuis la Russie. Ce qui fait de ce pays le premier fournisseur de ces intrants agricoles au Cameroun, avec 43% des parts de marché, contre seulement 11% pour la Chine ». Le gouvernement entend trouver des alternatives pour réduire le déficit de disponibilité de l'engrais. L'une des options est d'encourager la production locale de l'engrais. C'est ainsi que le gouvernement a encouragé le lancement des activités en juin 2022 de la société Chimie industrie agroalimentaire du Cameroun (CIAC).

CIAC a été retenu comme partenaire du gouvernement dans le cadre d'un projet de production des engrais biologiques au Cameroun, à partir des plumes de poulets, des cornes et sabots d'animaux. L'objectif visé par ce projet est qu'à terme le « Cameroun soit autosuffisant en matière de production d'engrais », trop dépendant qu'il est des engrais ukrainien et russe. La diversification des offres locales d'engrais à travers une saine concurrence, devient une obligation, d'autant que nul ne peut prédire quand prendra fin la guerre en Ukraine. A ce jour, une trentaine de dossiers sont en attente de traitement. Le défi à relever est celui de la qualité des offres locales en engrais. La valeur agronomique des engrais locaux est à scruter de près.

# Hysacam A LA POINTE DES TECHNOLOGIES INNOVANTES

En 50 ans, nous avons mis en place un modèle de production et des outils technologiques qui reposent sur l'exploitation du déchet comme une matière première secondaire et une source d'énergies nouvelles.

## NOS REALISATIONS

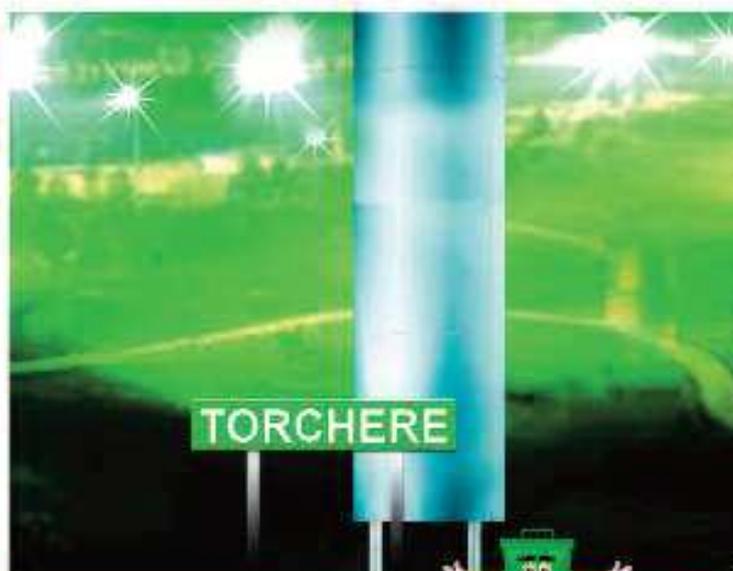
- 02 Centrales de captage et de traitement du biogaz pour réduire les Gaz à effets de Serre :
  - Yaoundé (NKOLFOULOU) : 500 000 Teq CO2 évitées.
  - Douala (PK10) : 350 000 Teq CO2 évitées.
- 05 Unités de compostage pour la valorisation des sols.
- PLASTIC RECUP (Douala et Yaoundé) : unités de collecte et de mise en bulle de bouteilles plastiques ; plus de 300 tonnes de bouteilles PET recyclées.

## NOS PROJETS

- 03 Projets de production d'électricité à base des déchets ménagers  
Plus de 200 000 habitants à desservir
- Yaoundé (NKOLFOULOU)
  - Capacité estimée: 4 MW
- Douala (PK10)
  - Capacité estimée : 500 KW
- Bafoussam
  - Capacité estimée : 2 MW

## CHIFFRES CLES

- ✦ 15 millions d'habitants desservis au quotidien
- ✦ 7 000 tonnes de déchets collectés par jour
- ✦ 5 000 employés
- ✦ 1 700 km de rus balayés par jour
- ✦ 600 camions de propreté spécialisés
- ✦ 52 engins lourds spécialisés dans le traitement en décharge
- ✦ Service continu 7/7 et 24h/24
- ✦ 02 centrales de captage et de traitement du biogaz
- ✦ 500 teq Co2 traitées par jour
- ✦ 20 villes desservies en Afrique
- ✦ Capital : 15,5 millions d' Euros



# 1- U.S.-Africa Leaders' Summit

## PARTNERSHIP IN SUPPORTING CONSERVATION, CLIMATE ADAPTATION AND A JUST ENERGY TRANSITION

*Africa will shape the future — not just the future of the African people, but of the world. Rooted in this recognition that Africa is a key geopolitical player, President Biden invited leaders from across the African continent to Washington, DC on December 13-15, 2022 for the U.S.-Africa Leaders' Summit. President Biden believes U.S. collaboration with African leaders, as well as civil society, business, diaspora, women, and youth leaders, is essential to unlocking the potential of this decisive decade.*

JATOR NJENYU

The 3-day summit continued efforts to strengthen ties with African partners based on principles of mutual respect and shared interests and values. It also served as an opportunity to listen to and collaborate with African counterparts on key areas the United States and Africa define as critical for the future of the continent and our global community. The summit built on our shared values to:

- better foster new economic engagement;
- reinforce the U.S.-Africa commitment to democracy and human rights;
- mitigate the impact of COVID-19 and of future pandemics;
- work collaboratively to strengthen regional and global health;
- promote food security;
- advance peace and security;
- respond to the climate crisis; and
- amplify diaspora ties.

Delegations from all 49 invited African countries and the African Union, alongside members of civil society and the private sector attended the summit. The President, Vice President, and members of the Cabinet engaged extensively with leaders throughout the Summit.

During the U.S.-African Leaders Summit, held December 13-15 in Washington DC, the United States affirmed and expanded its enduring partnerships with African governments, the private sector, civil society, and philanthropic actors in recognition of the pivotal role African governments, institutions, and peoples will play in addressing one of the greatest global challenges of our time – climate change. Many of the most vulnerable countries to climate change are in Africa, and the partnerships highlighted at the Summit will be essential to bolstering their resilience.

### Food Security

Strengthening Food Security Partnerships and Responding to the Need for Emergency Food Security Assistance: The U.S. Government and the African Union announced a strategic partnership and joint statement focused on transformational investments for resilient food systems and diversified supply chain markets. In addition, President Biden announced \$2 billion of new emergency humanitarian assistance for Africa, building on over \$11 billion in recent announcements of food security assistance.

### Climate Change

Support for Climate Adaptation and Resilience: At COP27 in Egypt, President Biden announced U.S. plans to work with Congress to provide over \$150 million in new funding to address climate adaptation in Africa under the President's Emergency Plan for Adaptation and Resilience (PREPARE), supporting early warning systems, adaptation finance, climate risk insurance, and climate-resilient food systems. This investment will also galvanize global public and private investment in African clean energy infrastructure. This year, MCC's compacts in Benin and Niger, Lesotho, and Malawi included over \$150 million in new climate adaptation funding.

At the United Nations Climate Meeting (COP27) in November 2022, President Biden announced U.S. plans to provide over \$150 million in new funding to accelerate the President's Emergency Plan for Adaptation and Resilience (PREPARE). He emphasized the U.S. commitment to help vulnerable countries and communities in Africa adapt to and manage the impacts of climate change as part of PREPARE's work across the

African continent.

Since January 2021, the Biden-Harris Administration has invested and plans to provide at least \$1.1 billion to support African-led efforts to support conservation, climate adaptation, and a just energy transition. These investments include infrastructure projects under the Partnership for Global Infrastructure and Investment (PGII).

New initiatives include:

- Power Africa: In 2021, Power Africa-supported renewable energy projects helped prevent 6.2 million tons of CO2 emissions, the equivalent of burning 6.8 billion pounds of coal. Since 2013, Power Africa has helped deliver access to electricity to nearly 165 million people across sub-Saharan Africa. The Biden-Harris Administration has invested \$193 million to support Power Africa and plans to provide another \$100 million in FY 2023.

New initiatives include:

- U.S.-Africa Clean Tech Energy Network (CTEN): Power Africa, in partnership with Prosper Africa, launched CTEN, which connects U.S. and African cleantech energy companies to market opportunities where project-ready technology can increase access to reliable electricity. CTEN aims to facilitate up to \$350 million in deals within the first five years.

- Health Electrification and Telecommunications Alliance (HETA): Power Africa intends to operationalize a \$150 million public-private partnership to electrify 10,000 health facilities in sub-Saharan Africa, bolstering sector resources to advance pandemic resilience and digital connectivity and decarbonize health-sector footprint (see Fact Sheet: U.S.-Africa Partnership in Health Cooperation).

- Growing Green Jobs for Women: Power

Africa will launch a new initiative focused in Nigeria to advance women's participation in the energy sector's transition to clean energy technologies.

- **Accelerating Women's Empowerment in Energy (AWEE):** The Department of State announced the Accelerating Women's Empowerment in Energy (AWEE) project with an initial investment of \$1 million to help secure women's economic futures through green jobs, with a focus on Kenya and South Africa. The program will provide grants to local organizations to address barriers to women's entry, promotion, and retention in the clean energy sector and increase women's participation in the clean energy workforce.

- **The Climate Action Infrastructure Facility (CAIF):** USAID intends to contribute \$10 million in Africa to facilities and funds that bring private investors and donors together to support large-scale climate solutions. CAIF will enable USAID to contribute to facilities and funds that bring multiple investors and donors together to invest in large-scale climate solutions in emerging and frontier markets.

- **U.S. International Development Finance Corporation (DFC) investments:** Since January 2021, DFC has committed more than \$438 million to climate-linked projects in Africa to advance renewable energy and related supply chains, electric mobility, ecosystem conservation, food security and agriculture, energy efficiency, green hydrogen, and green finance. At the U.S.-Africa Leaders Summit, DFC announced:

- \$25 million loan to Golomoti JCM Solar Corporation Limited in Malawi for the first solar power plant in sub-Saharan Africa with a grid-connected battery energy storage system that will help ensure dependable supply and reduce frequent blackouts. This Power Africa project builds on a previous USTDA-funded feasibility study and indirect MCC support.

- In FY 2022, more than \$180 million in funds providing renewable energy solutions, including the Mirova Gigaton Fund, SDG Investment Fund, the Africa Renewable Energy Fund II, and the SunFunder Solar Energy Transformation Fund.

- **Millennium Challenge Corporation (MCC) Compacts:** The MCC Compacts signed earlier this year with the governments of Lesotho and Malawi provide over \$110 million of adaptation financing.

- **United States Trade and Development Agency (USTDA) Investments:** Bolstering Power Africa, USTDA is investing nearly \$4 million to support a just energy



transition across several African countries.

### These investments include:

- **Biomass power plant in Cote d'Ivoire:** A \$1 million grant to help develop a 25-megawatt biomass powerplant in Cote d'Ivoire. The plant will supply power to the Ivorian national grid by transforming agricultural waste to clean energy, easing the carbon footprint of the country's flourishing cotton sector.

- **Clean hydroelectric power in Sierra Leone:** \$857,000 to support supplementary engineering and environmental studies for the implementation of a 27-megawatt run-of-river hydroelectric plant in Sierra Leone.

- **Battery energy storage technology project in Zambia:** \$1 million investment to develop and pilot a utility-scale energy storage site, which could reduce carbon emissions by an estimated 26,000 metric tons CO2 equivalent per year while providing more sustainability, resilience, and reliability to Zambia's power grid.

- **Department of Energy Partnerships:** The U.S. Department of Energy announced a series of new partnerships to support a just energy transition, including with:

- Kenya to implement direct air capture with geothermal energy to remove 1,000-10,000 tons of carbon dioxide per year.

- Morocco to launch the Solar Decathlon Africa Design Challenge, a biennial competition that challenges teams of university students across the continent to design, build, and operate solar-powered houses. Teams will formulate and share new concepts on clean building design appropriate for African contexts.

- Mozambique to expand domestic energy access, support responsible natural gas and renewable energy development, and add economic value to critical minerals production and processing.

- The African Center of Excellence for Carbon Management Technology and Innovation to foster an enabling environment for commercial deployment of

carbon management in Nigeria, to be expanded to other Sub-Saharan African countries.

- **Nuclear Cooperation:** The United States strengthened cooperation on nuclear energy, including:

- Announcing the commencement of negotiations with Ghana for a 123 Agreement to set up a legal framework for civil nuclear cooperation, to include the potential provision of nuclear reactors and material as well as civil nuclear studies and training programs.

- Signing Nuclear Cooperation Memorandum of Understanding with Kenya to signal that both parties seek to further our civil nuclear cooperation, and announcing new joint work on civil nuclear studies.

- Launching new civil nuclear studies with Ghana and Kenya and technical training programs in Ghana.

- The HEat and HEalth African Transdisciplinary Center (HE2AT Center): National Institutes of Health (NIH) launched the HE2AT Center, which will help develop innovative solutions to mitigate the health impacts of climate change in Africa, including early warning and monitoring systems. The Center also aims to build capacity on data science and climate change and to be a resource for climate change initiatives across the continent.

- **Partnership Opportunity Delegation (POD):** The State Department announced a new POD to Ghana to cultivate and enable partnership opportunities between the U.S. private sector and West Africa's burgeoning climate innovation ecosystem.

- **Peace Corps Climate Change Initiative:** Over the next year, the Peace Corps will launch a climate initiative that will include support for Volunteers and staff in up to 24 sub-Saharan African countries. As many as 700 Volunteers will work with host country partners to contribute to national priorities and plans to address climate change. Volunteers and their host communities will work together to increase adaptive capacities and build resilience of individuals, organizations, communities and ecosystems, as well as reduce greenhouse gas emissions and sequester carbon.

- **U.S. African Development Foundation (USADF) Off-grid Energy Grants:** USADF announced three Off-grid Energy Challenges (healthcare, agriculture, and women in energy) through which the agency will provide grants to African enterprises to promote market-based solutions that connect businesses to electricity and impact marginalized communities.

# LE FRADD-9, pour un accroissement des investissements dans les projets d'énergies propres

Boris NGOUNOU

L'accroissement des investissements dans le secteur des énergies propres, fait partie des douze recommandations contenues dans la Déclaration de Niamey. Le document a été adopté à l'issue de la 9e édition du Forum régional africain sur le développement durable (FRADD-9), qui s'est tenu du 28 février au 3 mars 2023 à Niamey la capitale du Niger. Les travaux de trois jours avaient pour thème central, « accélérer la reprise inclusive et verte après de multiples crises et la mise en œuvre intégrée et intégrale de l'agenda 2030 pour le développement durable et de l'agenda 2063 ».

La Commission économique pour l'Afrique (CEA), le système des Nations unies et les autres partenaires au développement sont appelés à rester mobilisés derrière les États africains dans la poursuite d'une industrialisation fondée sur les ressources locales, y compris la promotion d'une chaîne de valeur minérale pour les batteries au lithium-ion en Afrique. C'est la principale recommandation de la Déclaration de Niamey, adoptée le 2 mars 2023 dans la capitale du Niger, au terme du neuvième du Forum régional africain sur le développement durable (FRADD-9).

Cette recommandation est la deuxième d'un total de douze. Sa thématique se rapproche de celle abordée par la première recommandation, sur des initiatives transformatrices, favorables à une relance verte de la croissance économique. Sur ce point, le président du Niger a interpellé les pays développés. « Les changements climatiques, auxquels il faut ajouter la dynamique démographique, ont entraîné dans de nombreux pays africains des difficultés qui doivent être résolues si l'on veut que l'Afrique fasse des progrès dans la réalisation des objectifs de développement durable. Les pays développés doivent jouer leur rôle pour garantir l'accès



## FRADD 2023

des pays africains aux financements climatiques, notamment en ce qui concerne le Fonds Climat Sahel. », souligne Mohamed Bazoum.

### Le Fonds pour les pertes et les dommages

Outre les questions liées à l'accès à l'eau et à l'assainissement, à la préservation de la biodiversité et au partage des connaissances scientifiques, les participants du FRADD-9 ont insisté sur le respect des accords internationaux et la mise en œuvre des résolutions majeures en matière de lutte contre les changements climatiques. C'est le cas du Fonds pour les pertes et les dommages, adopté lors de la COP27 en Égypte. « Que les efforts entrepris pour créer un Fonds pour les pertes et les dommages portent leurs fruits pour que des ressources puissent être mobilisées pour compenser les pertes croissantes d'infrastructures, d'écosystèmes et de moyens de subsistance dues aux phénomènes climatiques extrêmes qui touchent durement le continent », lit-on dans la déclaration de Niamey. Le 9e FRADD appelle par ailleurs la communauté internationale à respecter ses obligations concernant l'Accord de Paris et à redoubler d'efforts pour atténuer les émissions de gaz à effet de serre, de sorte que l'humanité puisse continuer à vivre dans un système climatique stable.

La neuvième session du Forum s'est tenue sur le thème : « Accélérer la

reprise inclusive et verte après des crises multiples et la mise en œuvre intégrale et intégrée du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Agenda 2063 : l'Afrique que nous voulons de l'Union africaine ». Ce thème est étroitement lié à celui de la réunion du Forum politique de haut niveau pour le développement durable 2023, à savoir « Accélérer la reprise au sortir de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et la mise en œuvre intégrale du Programme de développement durable à l'horizon 2030 à tous les niveaux ». Cette réunion se tiendra du lundi 10 juillet au mercredi 19 juillet 2023 à New York aux États-Unis d'Amérique.

Garama Saratou Rabiou Inoussa, la ministre nigérienne de l'Environnement, de la Salubrité urbaine et du Développement durable, en sa qualité de présidente du FRADD-9, devra présenter les recommandations du forum lors des prochains rassemblements mondiaux sur les objectifs de développement durable (ODD) et le climat. Outre le rendez-vous de juillet prochain à New York, il s'agit aussi du Sommet sur les ODD organisé les 19 et 20 septembre 2023, de la Semaine du débat de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations unies, de la COP28 et des fora mondiaux, régionaux et sous-régionaux sur la mise en œuvre accélérée du Programme 2030 des Nations unies et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

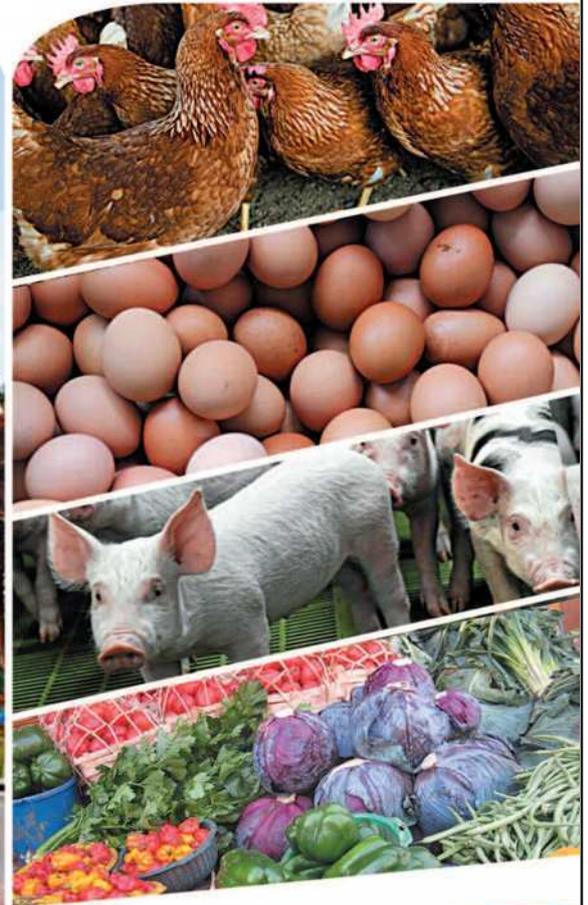
LE FUTUR C'EST A BAFOUSSAM



## BIENVENUE A BAFOUSSAM

Ville Culturelle; Terre d'Opportunités

« Faire de Bafoussam une Ville radieuse, ouverte et offrant de nombreux attraits pour les affaires à l'horizon 2026 ».



233 44 15 62

Ville de Bafoussam

995 Bafoussam

contact@cubafoussam.cm - www.cubafoussam.cm

## Préservation de la biodiversité

# LE GABON, CHAMPION D'AFRIQUE !



**Le pays a imposé des mesures draconiennes dans l'exploitation de ses ressources naturelles, avec par exemple un taux de déforestation proche de 0,1%.**

Par XXXXXXXXXXXXX

**24** millions d'hectares de forêts. Soit 240 000 km<sup>2</sup> de couvert forestier sur 267 667 km<sup>2</sup> de superficie totale du pays. Plus de 89,5% du territoire. C'est l'incroyable richesse du Gabon, pays de l'Afrique centrale faisant partie du Bassin du Congo, l'un des deux principaux poumons écologiques de la planète. Le gouvernement gabonais a mis en place des politiques fortes pour défendre cette richesse, ce qui fait du pays un modèle de préservation de l'environnement. Plusieurs chiffres retiennent l'attention dans cette démarche : le taux de déforestation au Gabon est proche de 0,1% ; la forêt gabonaise capte plus de 100 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> par an. Pour Savina Ammassari, Coordinatrice résidente des Nations Unies au Gabon, ce chiffre est même supérieur. En novembre 2022, elle déclarait à Afrique Renouveau (c'est la section

Afrique du Département de l'information de l'ONU) : « Le Gabon peut déjà démontrer l'absorption de près de 200 millions de tonnes de carbone qu'il entend vendre sur les marchés du carbone. Ces crédits carbonés ont été certifiés. » En effet, l'idée pour l'Etat gabonais depuis quelques années, concernant ce dernier chiffre, est de faire payer aux pays émetteurs de CO<sub>2</sub>, les efforts du Gabon en matière de lutte contre la déforestation. Premier pays à répondre à l'appel, la Norvège. Partenaire stratégique du Gabon dans la lutte pour la protection de l'environnement, le pays scandinave s'est engagé à travers un accord signé en septembre 2019, à octroyer au Gabon 150 millions de dollars dans le cadre de l'initiative pour la forêt de l'Afrique centrale. Les premiers fruits de cet engagement sont tombés en 2021 avec le versement d'une

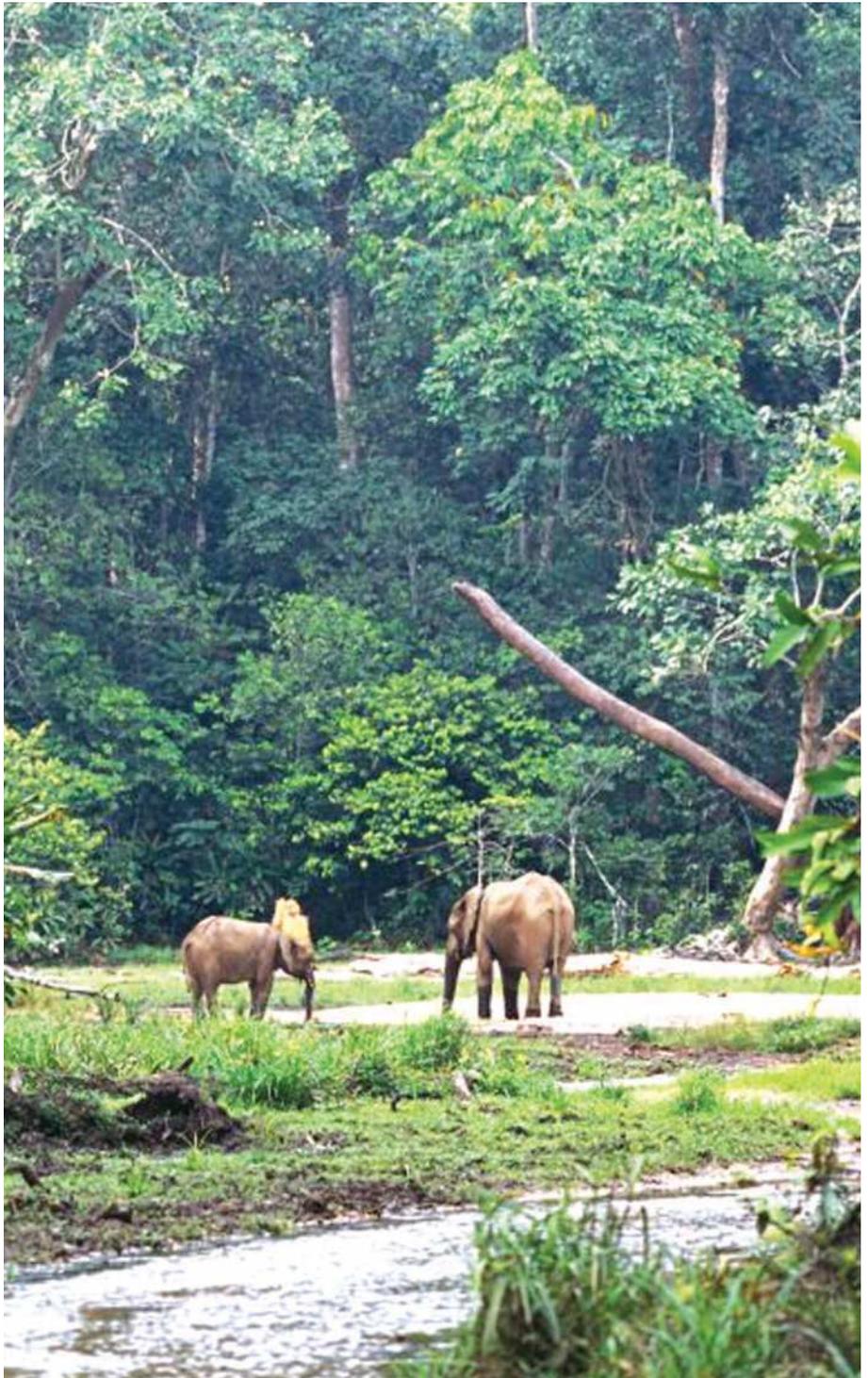
enveloppe de 18 millions de dollars, faisant ainsi de l'Etat d'Afrique centrale le premier pays à recevoir des paiements basés sur les résultats pour la réduction des émissions forestières. La terre baignée par le fleuve Ogooué et l'Atlantique est devenue un acteur de premier plan en matière d'action climatique. Le Gabon a accueilli début mars 2023, le One Forest Summit, une rencontre au sommet de chefs d'état et de gouvernement organisée par la France. Un choix pris par le pays européen à l'issue de la COP 27 en novembre dernier à Sharm El Sheik en Egypte, où le Gabon était déjà le centre de l'attention grâce à ses meilleures pratiques du Gabon en matière de climat. Avant cela déjà, En amont de la COP27, le pays a accueilli la Semaine africaine du climat du 29 août au 2 septembre. L'histoire de la COP avec le Gabon commence véritablement en 2015 à

Paris en France. Le Gabon y devient le premier pays africain à présenter sa contribution prévue déterminée au niveau national (INDC). Et déjà, le pays ne souhaite pas limiter sa politique en faveur du climat à la simple conservation des forêts. Dans un contexte de raréfaction des ressources pétrolières, l'utilisation et la valorisation économique des ressources renouvelables issues des forêts constitue un enjeu majeur. Dans le sillage de l'Accord de Paris, le Gabon réaffirme ses positions, en s'engageant à la Conférence de Marrakech (COP 22) à réduire l'exploitation de ses forêts à 11 millions d'ha d'ici 2025. Au niveau régional, le Gabon s'est engagé, en mars 2017, en faveur de la création d'un Fonds Bleu pour le bassin du Congo dont l'objectif est d'accompagner le développement de projets dans des secteurs clés pour le renforcement de l'économie de la région en offrant une alternative viable à la déforestation (source : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/GA/politique-environnementale>). Cette place centrale est justifiée, selon Madame Ammassari, qui est revenue sur les efforts du gouvernement gabonais : « Il existe une volonté politique au plus haut niveau depuis plusieurs décennies. Des institutions vitales ont été créées, comme le Conseil national du climat, placé auprès de la présidence. Le Gabon dispose également d'un ministère de l'environnement très solide, avec une agence nationale qui gère ses 15 parcs naturels. » Elle continue : « Le pays a beaucoup investi dans la collecte de données et a créé une agence d'observation et d'études spatiales, qui est bien avancée. Le Gabon a pu - grâce à des images satellites et de drones et à des données recueillies par des travailleurs de proximité et des chercheurs sur le terrain - collecter des données lui permettant de devenir le premier pays à bénéficier de paiements basés sur les résultats, un important financement vert pour le climat facilité par l'Initiative pour la forêt d'Afrique centrale (CAFI). » Cet engagement du Gabon à préserver l'environnement s'est manifesté très tôt avec la création, dès 1960 d'un fonds forestier, et, en 1972,

d'un ministère de la protection de l'environnement. En matière d'exploitation forestière, le code forestier de 2001 a obligé les exploitants à mettre en place des plans d'aménagement des forêts de production et pousse les forestiers à étendre leurs rotations de 15 ans à 25 ans, avec des taux de dégâts inférieurs, au lieu de 10 ans. Un Plan National Climat (PNC), volet climat du Plan Stratégique Gabon Émergent, a été élaboré au sortir de la Conférence

de Copenhague en 2010.

Toutefois, la Coordinatrice résidente des Nations Unies au Gabon encourage le pays à ne pas se reposer sur ses lauriers : « Des défis restent à relever, car le Gabon doit compter davantage sur la production alimentaire locale pour réduire les importations. Il faudra trouver un équilibre efficace entre le développement de l'agriculture et la préservation de la forêt et de la riche biodiversité. »



## Finance climatique

# LE CAMEROUN MISE SUR LES CREDITS CARBONES



**Avec un potentiel annuel moyen de séquestration établi à 440 549,88 Gg éq CO<sub>2</sub>, le pays ambitionne de réaliser des bénéfices dans la gestion durable des forêts.**

*Boris Ngounou*

Le 30 novembre 2022, l'Observatoire national sur les changements climatiques (ONACC) a présenté le premier bilan carbone du Cameroun. L'inventaire des gaz à effet de serre dans les zones agro-écologiques de forêt pluviale bimodale et multimodale et dans le secteur de l'agriculture, de la sylviculture et des autres affectations de terres révèle un potentiel annuel moyen de séquestration de carbone de 440 549,88 Gg éq CO<sub>2</sub>. Dans ce dernier secteur, la valorisation des résultats enregistrés pourrait rapporter dans les caisses de l'Etat, au moins le double de ce que rapporte le pipeline au Cameroun, selon les sources officielles.

En février 2022, une usine de production du charbon écologique ou biochar a été ouverte sur 500 mètres carrés à Nkongsamba dans le département du Moungo, région du Littoral. A travers cette initiative, l'entreprise française NetZero compte traiter les déchets agricoles issus des

agro-industries et les transformer en poudre de charbon écologique. La capacité de traitement de l'usine est de 10 000 tonnes de déchets agro-industriels. Les prévisions parlent de la mise en place d'au moins 50 à 100 sites de production de biochar d'ici à 2030 pour parvenir à séquestrer environ 250 000 tonnes de CO<sub>2</sub> par an. Il est également prévu l'amélioration de la productivité des sols agricoles pour environ 30 000 hectares par an.

### Une démarche en phase avec l'Accord de Paris

Le projet a été annoncé lors de la 26<sup>e</sup> Conférence des Parties sur le Climat (COP 26), à Glasgow (Ecosse), par le ministre camerounais de l'Environnement, de la Protection de la nature et du Développement durable, Hélé Pierre. L'idée derrière est double : accélérer les efforts du pays dans la lutte contre le changement climatique en retirant et stockant au moins 250 000 tonnes de CO<sub>2</sub> par an d'une part,

et profiter des co-bénéfices agricoles et énergétiques du biochar pour améliorer le développement des zones rurales et des sites de production agricoles d'autre part. Le Cameroun est l'un des pionniers au monde à intégrer le biochar dans sa stratégie climatique et de développement durable.

La démarche de séquestration du carbone s'inscrit en droite ligne de la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le Climat. Dans son article 6, il prévoit la mise en place d'un mécanisme de financement qui vise à rétribuer sur la base des résultats, les efforts des actions menées par les pays pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère ainsi que la séquestration du carbone à travers la gestion durable des forêts. D'après la Contribution Déterminée au niveau National (CDN) du Cameroun, l'ambition est de réduire ses émissions de gaz à effet de serre à hauteur de 32%, dont 21% conditionnées et 11% inconditionnelles.

# ARLETTE SOUDAN-NONAUT

## UNE VOIX POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE EN FAVEUR DE L'AFRIQUE

Boris NGOUNOU

À l'occasion de la 38<sup>e</sup> journée internationale de la femme, Afrik 21 souligne l'opinion d'Arlette Soudan-Nonault, dans le grand concert de l'action climatique. Soucieuse d'une Afrique injustement frappée par des catastrophes naturelles, la ministre congolaise de l'Environnement, du Développement durable et du bassin du Congo exige franchise et concrétisation lors des grands rendez-vous internationaux sur la protection de l'environnement.

Une détermination qui n'a visiblement pas faibli. Celle de mobiliser la communauté internationale vers de réelles actions dans la lutte contre le changement climatique en Afrique. Arlette Soudan-Nonault est montée à nouveau au créneau le 3 mars 2023, à l'occasion de la Journée africaine de l'environnement. « Si les pays poursuivent leur politique actuelle, le réchauffement global ne sera pas de 1,5 degré en 2100 mais de 2,8 degrés, très loin de l'Accord de Paris et avec la perspective proche d'une perte totale de contrôle de notre destin climatique », averti la ministre congolaise de l'Environnement, du Développement durable et du bassin du Congo.

Dans ce contexte pressant pour l'accélération de la transition écologique, la ministre exprime un franc parlé à chaque fois qu'elle appelle les pays développés à honorer leurs engagements climatiques en vers les pays du Sud. En novembre 2022 lors de la Conférence des parties des Nations unies sur le changement climatique (COP 27) en Égypte, la Congolaise avait claqué la porte des débats, estimant que les discours des chefs d'État ne menaient à rien et que les vertus du bassin du Congo, n'ont pas été reconnues à leur juste valeur. « L'Afrique, qui n'émet que 4% des



émissions mondiales, n'a pas été prise en compte. Là, nous venons pour parler d'adaptation, nous venons pour parler d'atténuation, nous sommes de bons élèves de l'atténuation, mais en tant que personne responsable, il nous faut continuer à concilier atténuation et développement, il nous faut donc aller vers une transition énergétique avec des énergies propres, donc il nous faut des financements. », avait défendu la ministre, par ailleurs Commandeur de l'ordre du mérite congolais.

### De journaliste à défenseur de l'environnement

Si Arlette Soudan-Nonault exprime une sensibilité écologique, sa liberté de ton pour la justice climatique doit tenir certainement à son passé professionnel. Fille de diplomate, elle a vécu et étudié à Moscou en Russie puis à Paris en France, avant d'entamer une carrière de journaliste à Brazzaville au Congo entre 1989 et 1997. À Radio Congo, elle présente le journal et produit des émissions

telles que « Les stratégies du Look » et « Clin d'œil d'Arlette Soudan-Nonault ». Elle occupera plus tard le poste d'attachée de presse à la présidence de la République, avant de créer son propre cabinet-conseil en communication.

Outre cette ascension professionnelle qui la mène tour à tour aux hautes fonctions de ministre du Tourisme et des Loisirs le 30 avril 2016 et ministre en charge de l'Environnement depuis le 22 août 2017, le journalisme lui donnera également le mariage. Arlette Soudan-Nonault est l'épouse du journaliste français François Soudan, directeur de la rédaction du magazine Jeune Afrique.

Par ailleurs Coordonnatrice Technique de la Commission Climat du Bassin du Congo depuis août 2017, Arlette Soudan-Nonault est actuellement au cœur des préparatifs de deux importants sommets qu'abritera Brazzaville en juin 2023. Il s'agit du sommet des trois plus grands bassins mondiaux et à celui sur la décennie mondiale de l'afforestation.

# LEA DIKOUME FRANCOIS

**Secrétaire Général chargé des démarches administratives de l'Association « Makom ma matanda » en français, « Les Amis de la mangrove ».**

La mangrove est menacée et l'écosystème atteint. Dans le fleuve Wouri, cette racine, appelée « mangrove », servait de protection pour préserver les espèces vivantes : faune, flore etc... Mais l'activité humaine, la poussée de la jacinthe d'eau, les déchets plastiques mettent à mal la vie du Fleuve et menacent la ville et la Terre.



Rita Diba

**Bosangi :** *Depuis combien de temps existe votre association ?*

Léa Dikoume François : J'ai grandi dans la ville de Douala, sans jamais m'aventurer aux bords du Fleuve. Le Wouri, me paraissait loin, somptueux, évocateur et mystérieux mais je ne savais pas s'il était menacé, ni même comment et par qui. C'est en 2019, du fait de la pandémie du Corona Virus, que nous décidâmes mon ami et moi (le Président Maxime Eyoum Djong) et que nous nous mîmes à arpenter la ville, découvrir ses trésors. Et là nous avons été frappés par les ravages.

*Quel est l'objet de votre association ?*

Léa Dikoume François : défendre l'écosystème, militer pour la protection et l'assainissement du Fleuve et partant de la Ville de Douala. Nous avons découvert dans nos promenades écologiques, que la mangrove est menacée par la pollution, la jacinthe d'eau et les bouteilles plastiques. Celles-ci obstruent les possibilités d'écoulement, bouchent les ouvertures pendant que la jacinthe d'eau l'asphyxie, freine son développement, alors que qu'elle est un élément fondamental pour l'équilibre de l'écosystème.

*Il vous en a fallu du temps...*

Léa Dikoume François : Oui, j'ai mis dix ans pour prendre conscience de cette richesse vitale qui est le fleuve Wouri. Il est à la fois un vecteur de la mémoire, le

réceptacle de nos légendes et une partie constitutive du patrimoine sawa et partant de la planète. Tant que la ville de Douala est une réalité écologique, les menaces qui pèsent sur elle, mettent en danger l'aplanète.

*N'est-ce pas un peu subjectif ? Vous êtes sawa, douala et vous défendez le Wouri ?*

Léa Dikoume François : la conscience vient toujours d'une expérience personnelle, empirique et subjective. Vous savez que c'est le Fleuve Wouri, qui héberge ces crustacés qui ont donné le nom de Cameroun ? Puisque lorsqu'on découvre les berges du Wouri, on y trouve des espèces variées de crustacés ! Voilà pourquoi les Portugais ont baptisé le Wouri « Rio dos Camaroes », la rivière des crevettes. Il y a des légendes comme la sortie de « mbéatoe », ces sortes de crustacés très particuliers et très appréciées, dont la présence augurait d'une belle saison pour les pêcheurs. Mais les mbéatoe se font rares et sont menacées de disparition du fait de tous les attaques auxquelles dont le Fleuve et ses habitants sont l'objet.

*Quelle est l'étendue des dégâts ?*

Léa Dikoume François : au moins sur 5 km. De Deïdo à Akwa-Nord en passant par Essenguè. Un observatoire a été mis en place pour suivre, analyser et alerter. Notre rôle est aussi de d'adresser un plaidoyer auprès des autorités de la ville pour qu'elles prennent les mesures

adéquates.

*Il y a-t-il des solutions ?*

Léa Dikoume François : nous travaillons avec les édiles. Nous croyons en notre plaidoyer dont les éléments de langage peuvent se résumer en une seule phrase : « il faut sauver la mangrove ». Nous le pouvons. D'ailleurs il a été créé depuis peu, une police environnementale, chargée de la régulation, de mettre de l'ordre, de sanctionner et de sensibiliser. Nous faisons par ailleurs des descentes sur le terrain avec le matériel (épauillettes, seaux etc) dont nous disposons pour drainer les saletés hors du Fleuve. Le fleuve est une mère nourricière il faut le protéger

Bosangi : en quoi cet autre combat peut mobiliser les Doualais ?

Léa Dikoume François : parce qu'il s'agit de leur survie. De leur ville ? De leur fleuve. Tout combat qui commence aujourd'hui, a la prétention de préparer le futur des nouvelles générations.

*Comment parvenez-vous à diffuser vos messages ?*

Léa Dikoume : nous sommes présents sur les réseaux sociaux. Nous avons un page Facebook. Nous sommes dans une logique de transmission, de construire une masse critique de citoyens conscients et soucieux de leur environnement. Nous cultivons ainsi, l'écocitoyenneté à la base, par un combat de proximité.

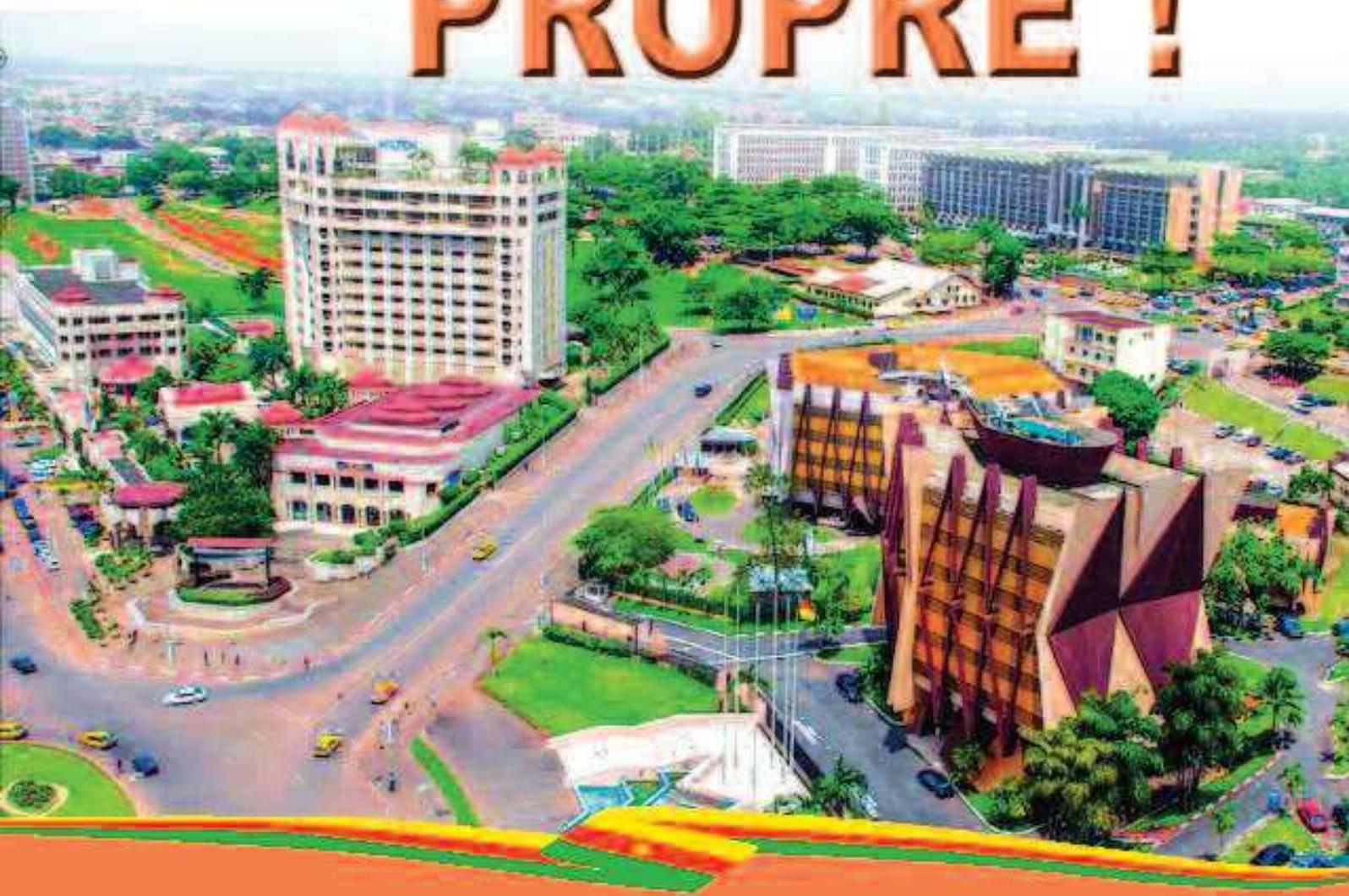


**MAIRIE DE VILLE  
DE YAOUNDÉ**

**Chers Yaoundéens, Gardons**

notre  
Cité - Capitale

**YAOUNDÉ  
PROPRE !**



# CLIMATE-FUELED VIOLENCE AND DISPLACEMENT IN THE LAKE CHAD BASIN: FOCUS ON CHAD AND CAMEROON

Eric Vincent FOMO

The dangerous link between climate change and conflict is clear in countries across the Lake Chad Basin, including Cameroon, Chad, Niger, and Nigeria. For more than a decade, attacks by Boko Haram and Islamic State West Africa Province (ISWAP) have destabilized the region. The Lake Chad Basin crisis is often viewed through the lens of regional security. However, insufficient attention is paid to how climate change has fueled insecurity and the forced displacement of civilian populations. Together, these factors have displaced 3 million people and left 11 million people in need of humanitarian assistance.

During Refugees International's research trip to Chad, the team explored the unfolding situation in Cameroon's Logone Birni commune in the Extreme North Region. As one of the most recent examples of this climate change-fueled intercommunal violence and displacement in the Lake Chad Basin, the conflict in Logone Birni is illustrative of the broader dynamics across the region.

Situated along the shores of the Logone River – which feeds into the lake by way of the Chari River – Logone Birni witnessed an outbreak of violence in mid-2021 when tensions came to a head among fishing, farming, and herding communities.

Deadly clashes erupted after a herder's cattle fell and drowned in a man-made channel that fishing communities created to lure fish in from the Logone River into ponds. Just a few months later, violence broke out again when cattle destroyed agricultural crops belonging to farmers. The two confrontations between these communities forced an estimated 100,000 Cameroonians to flee their homes, 60,000 of whom sought refuge in neighboring Chad.

Many of the displaced Cameroonians the Refugees International team spoke with in Chad said that these tensions were linked to the worsening

consequences of climate change. Cameroonian refugees from each of the three communities lamented that they used to peacefully coexist and effectively share natural resources. However, erratic rainfall – either too little during some seasons, or too much rain causing massive flooding in other seasons – was disrupting each community's access to food and livelihoods.

To address water shortages, fishing communities claim that they had no choice but to dig these canals and ponds. Pastoralist communities expressed frustration with unreliable rains reducing the availability of grazing fields and drinking water for their cattle, and the dangers posed by the man-made canals as their herds migrate through the region. Farming communities explained that their ability to grow crops had decreased year after year, and hungry herds of cattle had been eating their limited harvests. Staff from a UN agency complained that the international attention on so-called farmer-herder-fisher conflicts is superficial and plays into old narratives of ethnic and intercommunal rivalries. While these narratives are not entirely false, this aid worker explained that these types of conflicts are more accurately identified as "climate-change fueled competition over scarce resources."

Both internally displaced Chadians and Cameroonian refugees currently living in Chad explained that Chadian and Cameroonian authorities were not only absent from efforts to effectively resolve these types of clashes, but also that officials in both countries were fueling the violence.

These displaced communities explained that high-ranking officials in both countries are purchasing large amounts of cattle and hiring and arming people to protect their herds. According to the displaced communities, these herdsmen-for-hire do not adhere to traditional resource-sharing agreements (though such

agreements are already under severe strain) and often dominate water points and grazing pastures through armed violence. Displaced communities and aid workers alike told the Refugees International team that these armed actors also operate with impunity given their connections to Chadian and Cameroonian authorities.

Refugees International spoke with a handful of Chadian authorities and international aid workers who corroborated such accounts of violent clashes instigated by government-supported herders.

There are currently several efforts to negotiate local agreements on responsible and equitable natural resource sharing among communities, many of which receive support from international donors. But all these efforts will be in vain if government officials continue to use their influence to monopolize resources. The governments of Cameroon and Chad must ensure that government staff are held accountable for their role in limiting access to scarce natural resources and fueling instability.

## Responding to the Logone Birni Crisis

Cameroonians that fled into Chad are predominantly living in the Guilmei camp (north of Chad's capital N'Djamena), in the Kalambari camp (south of the capital), or in temporary transition centers awaiting to be formally registered and relocated to one of the two camps. Unfortunately, thousands are still in a state of limbo in the transition centers. The Chadian government's Commission Nationale d'accueil de Réinsertion des Réfugiés (National Commission for the Reception and Re-integration of Refugees, known under the acronym CNARR), told the Refugees International team this is due to overcrowding in the camps.

Refugees with whom the team spoke indicated that they had no intention to return to Cameroon in the near future.

In light of this, aid groups and the CNARR must continue to work together to find longer-term solutions that allow Cameroonians to be moved from transition centers into camps. Doing so, however, will require delivering much-needed improvements to the camps.

Both camps are filled with newly constructed brick shelters, common areas, latrines, water points, and tarp-lined temporary group shelters. For those who have already been transferred to one of the camps, first impressions can be misleading. According to the CNARR officials in both camps, more than 90 percent of the brick shelters are not up to code (despite being new) and had already begun to leak or fall apart at the beginning of the rainy season in late July 2022. In the Guilmeys camp, the tarps lining the latrines had already ripped and fallen off—prohibiting any privacy for those using the latrines.

Similarly, many of the brick-constructed latrines in the Kalambari camp had completely fallen apart after the first few rains of the season. This not only decreases the number of latrines available to the camps' refugee residents, but it also poses significant water and sanitation hazards as heavy rains began to flood the latrines. With donor support, aid groups—both non-governmental organizations and UN agencies—must continue to improve the living conditions in both the Guilmeys and Kalambari camps and must prioritize building long-lasting shelters and latrines.

### Addressing the Root Causes

Cameroonian refugees and humanitarian staff explained that UN agencies and Cameroonian and Chadian authorities had hoped to voluntarily return Cameroonian refugees by July 2022. Although this did not happen, aid workers reported that return plans were still being discussed.

Cameroonian refugees told Refugees International that they did not feel ready to return because Cameroonian authorities had yet to address the root causes of the violent clashes. These causes include increasing competition

over scarce natural resources, new water canals and ponds, limited access to safe grazing land for animals, and protecting agricultural crops from grazing herds.

The Cameroonian refugees – from fishing, herding, and agricultural communities – expressed disappointment that their governor, Midjiyawa Bakary, and the national Cameroonian government were uninterested in addressing these challenges. They were also concerned that aid agencies were not advocating for the government to resolve these issues before refugees were given the option of returning home. Aid groups and the governments of Cameroon and Chad must not promote premature returns. Instead, aid groups must conduct thorough intention of return surveys, and plans to return people to their areas of origin must begin with significant efforts to resolve the issues at the root of the conflict.

### The Impacts of Climate Change in the Lake Chad Basin Region

The Lake Chad Basin is an oasis in the Sahel's arid climate. It has long been an important source of freshwater and fish and served as the region's main trading hub. The lake's water once supported the livelihoods of 30 million people across four countries, but the consequences of climate change and more than a decade of violence have complicated its use.

The prevailing narrative around the impact of climate change is that it has caused the lake to dramatically shrink decade after decade. The reality of the lake's evolution, however, is more nuanced. Indeed, the lake shrank following severe droughts in the 1970s and 1980s, leaving it at a mere 2,000 km<sup>2</sup> by the 1990s. This was a far cry from its 25,000 km<sup>2</sup> size in the 1960s. The shrinkage had devastating effects, but the size of the lake subsequently increased and is now argued to be stable at around 14,000 km<sup>2</sup>. This stabilization is good news, but still comes after 50 years of water scarcity and has not brought the lake back to its high point of the 1960s.

Population growth has also been an important factor. As a UN aid worker told the Refugees International team,

despite having grown again since the 1990s, "the lake still shrank overall, all while the population in the Lake Chad Basin region dramatically increased." The four countries that surround the Lake have a combined population of 246 million people, having grown significantly over the last few decades. This trend will continue, as the Lake Chad Basin countries are expected to double their population within an average period of 25 years.

This combination of the net size reduction of the lake and the needs of a rapidly growing population has curtailed livelihoods such as fishing, farming, and cattle herding, as well as limiting access to water, and increasing tensions among the various groups that depend on it.

Communities explained to the Refugees International team that some parts of the lake's shores have become increasingly crowded. This has led to tension between herders bringing their livestock to drink, communities trying to fish along the shores, and those trying to collect water for their fields or for personal use. For agricultural communities, there is less arable land for growing crops, and the location of these fields has changed—forcing some agricultural communities to move to new areas to follow the shorelines.

In short, tensions have increased among growing populations over scarce natural resources.

Moreover, since 2009, insurgent and extremist violence has also limited access to the lake and other water points. As fighting forces communities to flee, higher concentrations of people in the areas where they resettle are now relying on fewer sources of water for all their needs.

Out of the 182 countries assessed in terms of vulnerability and readiness, Chad comes in very last at 182, Niger stands at 176, Nigeria at 158, and Cameroon at 146.

Chronic weak and corrupt governance from all four national governments, the history of marginalization of communities that surround the lake, and poor efforts to effectively manage the scarce water resources have made matters worse.

\*Culled from [reliefweb.int](http://reliefweb.int)

## « DROIT À LA SANTÉ ET À LA VIE »

# Plaidoyer pour une mine responsable

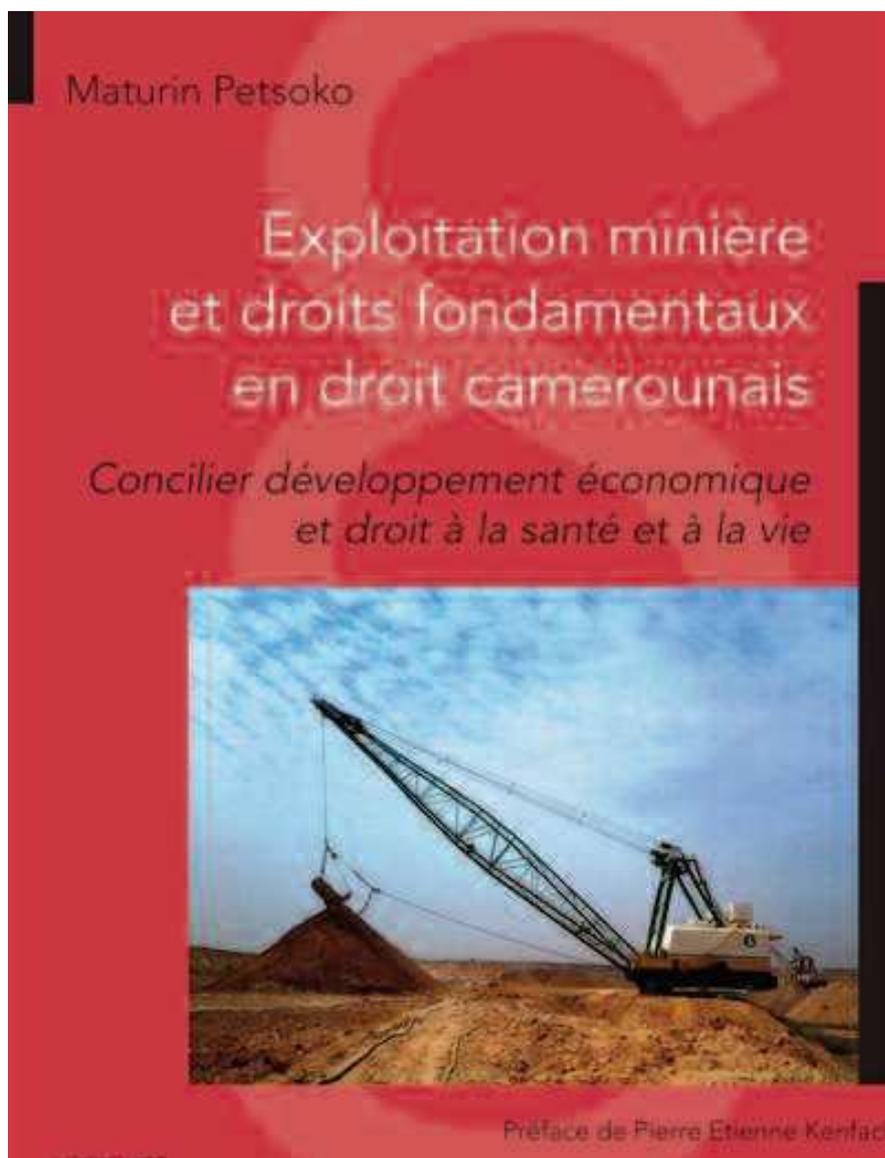
« Exploitation minière et droits fondamentaux en droit camerounais : concilier développement économique et droit à la santé et à la vie », Maturin Petsoko, l'Harmattan, collection Logiques juridiques, 29 novembre 2022, 676 pages.

Eric Vincent FOMO

L'ouvrage publié par le Dr. Maturin Petsoko en novembre 2022 est favorable à la conciliation de l'exploitation minière avec les considérations environnementales et sociales.

Malgré tout l'intérêt accordé à l'activité minière dans la plupart des pays africains (dont le Cameroun) comme source de revenus et déterminant de la croissance économique, le secteur ne procure pas que du bien. L'exploitation minière porte aussi atteinte à certains droits juridiquement protégés. Face à ce tableau sombre que d'aucuns ne sont pas prompts à dénoncer, Maturin Petsoko a pris le risque de s'y essayer. Son ouvrage : « Exploitation minière et droits fondamentaux en droit camerounais : concilier développement économique et droit à la santé et à la vie », est une contribution scientifique pour une mine plus durable. Paru aux éditions l'Harmattan le 29 novembre 2022, l'ouvrage fera l'objet d'une dédicace le 6 avril 2023, à l'Institut français du Cameroun. L'auteur, par ailleurs docteur en droit de l'université Jean-Moulin Lyon 3, montre la face cachée de l'exploitation minière qui porte atteinte à certains droits fondamentaux, notamment le droit à la santé et à la vie.

Faut-il donc y renoncer ? Que non ! Le préfacier, Pr. Pierre Etienne Kenfack, explique qu'il ne faudrait même pas y penser. Il voit en l'exploitation minière un « mal nécessaire en tant que pourvoyeuse d'emplois et de ressources indispensables au développement des Etats à sous-sol riche en ressources minières ». Seulement, il reconnaît à M. Petsoko le mérite de rechercher les voies et moyens pour organiser une activité minière assurant la préservation du droit



à la santé et du droit à la vie. Pour l'auteur, la gestion durable de l'exploitation minière au Cameroun constitue un important facteur pour sa croissance économique. « La durabilité intègre le facteur humain et implique le respect d'un certain nombre de droits centrés sur l'humain et les droits fondamentaux », soutient-il. Toutefois, le législateur camerounais a pris des mesures importantes, mais insuffisantes qu'il faille compléter. Ce qui lui permet d'affirmer que le droit camerounais reste en-deçà des standards de protection du droit à la santé et à la vie.

Sans avoir la prétention d'interdire l'exploitation minière, l'essai de 676 propose que les législations puissent s'efforcer de l'organiser autour du concept de « mine responsable » ou

green mining en anglais, dans le respect de l'environnement et des droits fondamentaux. Et s'il faut la maintenir, il est urgent de la concilier avec les considérations environnementales et sociales. « La conciliation passe par l'évitement des atteintes d'une part, ainsi que par le traitement curatif des effets néfastes de l'exploitation minière sur la santé et sur la vie d'autre part », indique le juriste. La mine, plaide-t-il, doit davantage se soucier du bien des populations riveraines des sites miniers. Les lois doivent imposer un cadre écoresponsable respectant les droits fondamentaux, afin que les populations riveraines des sites miniers et les employés de ceux-ci soient mieux protégés, sans compromettre le développement économique.

# GAROUA Cameroun





*Les thèmes qu'évoquent les différents numéros de vos magazines sont forts évocateurs. Ils sont source d'inspiration pour ceux qui font des recherches, pour ceux qui veulent en savoir plus sur les grandes décisions qui sont prises pour améliorer la situation du changement climatique qui sévit au quotidien de par le monde. Un coup de chapeau à toute l'équipe de*

*rédaction.*

*Suggestion : Etant dans une ville où le plastique est la chose la mieux partagée par la population, ne serait-il pas possible qu'à côté des ordures que vous collectez au quotidien, le plastique qui se trouve dans les ordures soit aussi valorisé ?*

**M. DJABOULE Alain**

*Cadre à la SODECOTON (Maroua)*



- **Gestion des déchets industriels**
- **Lutte anti vectorielle et phyto sanitaire**
- **Assainissement**
- **Nettoyage industriel**
- **Entretien des espaces verts**



**DIRECTION GÉNÉRALE**  
B.P : 2172 Douala – Cameroun  
Téléphone : +237 690 71 60 82

**Agence de Yaoundé**  
BP : 781 Yaoundé  
Tél : +237 699 08 01 64

**Agence de Kribi**  
BP : 640 Kribi  
Tél : +237 656 04 58 91

**Agence d'Edéa**  
BP : 132 Edéa  
Tél : +237 656 12 70 44

**Agence de Nkoteng**  
Tél : +237 696 09 36 13

**Email :** [info@seca-environnement.com](mailto:info@seca-environnement.com)  
[seca.hysacam@gmail.com](mailto:seca.hysacam@gmail.com)

[www.seca-environnement.com](http://www.seca-environnement.com)





**« Imagine un monde de propreté »**



Hysacam, 50 ans au service de la propreté

**Soyons écocitoyens !**

